

RAPPORT D'ACTIVITE 2011
Exercice clos le 31 décembre 2011



ALCSY
LISTED
NYSE
ALTERNEXT

Sommaire

Partie I – Le mot du Président	3
Partie II – Présentation de la société et du marché	4
1. Come&Stay portée par l’innovation en 2011	4
2. Chiffres clés	5
3. Actionnariat et repères boursiers	6
Partie III - Etats Financiers Consolidés	7
1. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de Come&Stay	7
1.1. Compte de résultat consolidé	7
1.2. Bilan consolidé	8
1.3. Tableau des Flux de Trésorerie consolidé	9
1.4. Etat des Variations des Capitaux Propres consolidés	10
2. Référentiel comptable du Groupe	11
3. Principales méthodes comptables du Groupe	13
4. Evénements significatifs	15
5. Périmètre de consolidation	16
6. Notes sur les comptes consolidés	17
6.1. Chiffres d’affaires	17
6.2. Achats et charges externes	17
6.3. Charges de personnel	17
6.4. Autres charges d’exploitation	17
6.5. Impôts et taxes	18
6.6. Dotations aux amortissements et provisions	18
6.7. Résultat financier	18
6.8. Résultat exceptionnel	18
6.9. Impôts sur les résultats	18
6.10. Informations liées aux activités abandonnées	20
6.11. Résultat par action	22
6.12. Ecart d’acquisition	22
6.13. Immobilisations incorporelles	23
6.14. Immobilisations corporelles	23
6.15. Immobilisations financières	23
6.16. Clients et comptes Rattachés	24
6.17. Autres créances et comptes de régularisation	24
6.18. Créances diverses	24
6.19. Valeurs mobilières de placement et disponibilités	24
6.20. Provisions pour risques et charges	24
6.21. Emprunts et dettes financières	25
6.22. Fournisseurs et comptes rattachés	25
6.23. Autres dettes et comptes de régularisation	25
6.24. Engagements hors bilan	26
6.25. Autres informations	27
Partie IV - Etats Financiers Sociaux	28
1. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de Come&Stay	28
2. Annexes aux comptes sociaux	31
2.1. Notes sur le bilan actif	34
2.2. Notes sur le bilan passif	35
2.3. Notes sur le compte de résultat	36
2.4. Autres informations	38
2.5. Détail des postes concernés par le chevauchement d’exercices	40
2.6. Résultats des 5 derniers exercices	41
2.7. Tableau des filiales et participations	42
Partie V – Rapport de Gestion	43
Partie VI - Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés	56
Partie VII - Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	57

Partie I – Le mot du Président

Chers actionnaires,

Come&Stay présente pour 2011 une très forte amélioration de ses résultats et confirme sa capacité de croissance tout en intensifiant ses investissements au service de son innovation technologique et de sa capacité de production.

Cette stratégie d'investissement, réserve de croissance pour l'avenir, s'est notamment illustrée par :

- La création d'une base de données propriétaires qui a permis une augmentation de 44% des volumes de la base de données ;
- Le lancement d'un outil d'email retargeting ;
- Le rachat du fonds de commerce de Social Mix Media permettant ainsi de se positionner sur le marché social media.

Par ailleurs, la stratégie initiée l'an dernier visant à accroître la part de chiffre d'affaires réalisée avec des contrats long terme s'est poursuivie avec un doublement de cette part en 2011.

L'année 2011 a enfin été marquée par la liquidation de la filiale américaine, générant un impact positif de 1 M€ dans les comptes consolidés.

Notre stratégie nous a permis un développement des ventes de 5% et une progression de notre Excédent Brut d'Exploitation de 12%. Au final, le résultat net du groupe est un bénéfice de 1,2 M€. Nous soulignons également que nous conservons une structure financière solide et qu'elle a même été renforcée par une progression de la trésorerie du Groupe de 0,5 M€ et des capitaux propres de 33% à 7,6 M€.

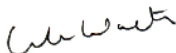
Sur ces bases solides, Come&Stay aborde la nouvelle année avec sérénité et basera sa stratégie 2012 sur les fondamentaux suivants :

- Le processus engagé en 2010 sur un modèle de revenus à base de contrats pluriannuels va être poursuivi avec un objectif passant de 10% à 25% du chiffre d'affaires total en contrats pluriannuels ;
- Accélération de la croissance tant sur le métier de publishing grâce à une progression de 30% de ses actifs consommateurs (bases de données, sites web événementiels,...), que sur son métier de marketing relationnel.

Dans un environnement économique tendu, et malgré la confiance dans nos fondamentaux, nous restons prudents sur les perspectives 2012.

En vous remerciant de votre confiance,

Bien à vous



Carole Walter

Partie II – Présentation de la société et du marché

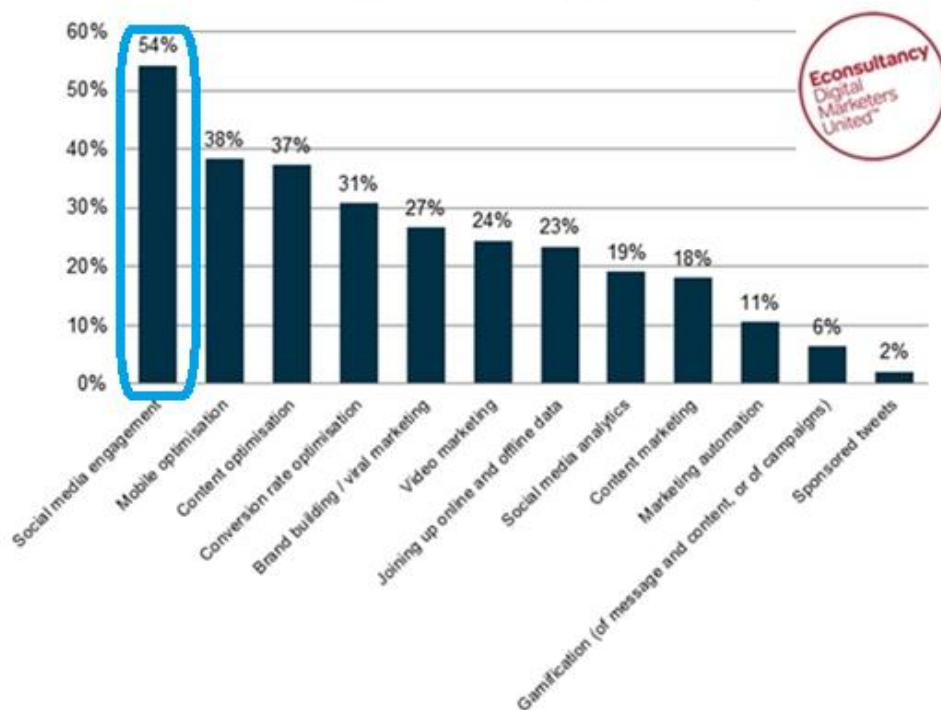
1. Come&Stay portée par l'innovation en 2011

La R&D et l'innovation ont toujours fait partie de l'ADN de Come&Stay, ceci d'autant plus en 2011, marqué par la volonté de développer de nouveaux produits et services :

- Juillet 2011, la mise en place de ROLL, le programme de reciblage par email créé par Come&Stay ;
- Août 2011, rachat de Social Mix Media, la structure dédiée aux médias sociaux.

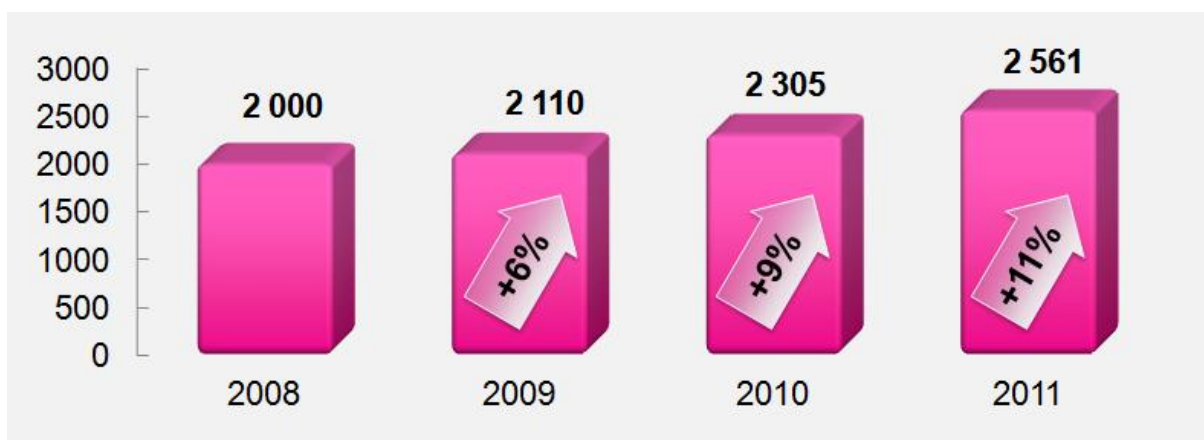
Come&Stay réaffirme ainsi ses ambitions de croissance dans un marché du « Digital Relationship » où l'innovation technologique et créative est devenue un facteur clé de succès.

What are the three most exciting digital-related opportunities for your organisation in 2012?



Source : Econsultancy Mars 2012

Le marché de la communication en ligne se porte bien en 2011



Source : SRI

La prévision du SRI (Syndicat des Régies Internet) pour 2012 s'élève à + 8%.

Les indicateurs clés en 2011 : Prédominance des modèles à la performance...

Dans l'ère de la publicité digitale, les indicateurs à la performance (CPL, CPC, CPA...) prévalent et permettent aux annonceurs de prendre un risque maîtrisé en termes d'investissements publicitaires. Très tôt, Come&Stay a adapté son modèle économique. En 2011, deux tiers de son chiffre d'affaires est basé sur une rémunération à la performance, essentiellement, au lead.

... et des verticaux historiques : automobile et e-commerce

En 2011, Come&Stay a su également garder une part de marché importante dans l'automobile et l'e-commerce (représentant respectivement 42% et 35% de son chiffre d'affaires). Pour 2012, Come&Stay prévoit de développer des secteurs tels que le tourisme et la banque/assurance (qui voit une digitalisation massive de ses moyens de communication) pour asseoir sa croissance. En matière de répartition du chiffre d'affaires, le fait qu'en 2011 Come&Stay ait travaillé davantage avec le secteur automobile a fait croître la part des agences dans le chiffre d'affaires. La part d'activité réalisée en direct reste cependant prédominante. A terme, Come&Stay estime que l'équilibre entre le chiffre d'affaires généré via agences versus annonceurs en direct devrait se situer aux alentours de 50%.

2. Chiffres clés

- Compte de résultat simplifié

[K€]	2011	2010
Chiffre d'Affaires	11.892	11.324
Résultat d'Exploitation	788	845
Résultat Financier	-92	-105
Résultat courant	696	739
Résultat Exceptionnel	-55	-294
Résultat avant impôt	640	446
Impôt sur les résultats	1.587	-121
Résultat net des sociétés intégrées	2.228	324
Résultat net des sociétés intégrées	2.228	324
Amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition	-476	-9.254
Résultat des activités abandonnées	-584	-464
Résultat net de l'ensemble consolidé	1.167	-9.394

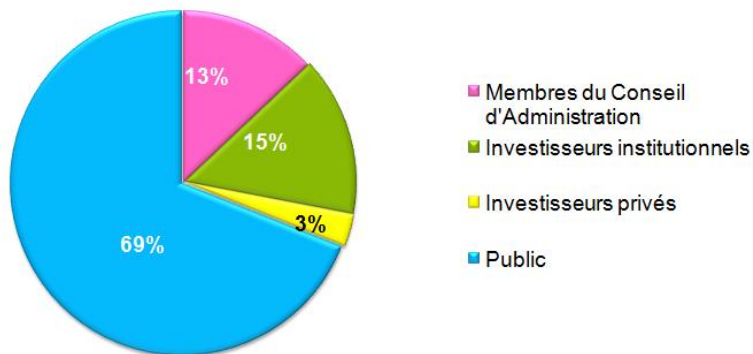
CRC 99-02

- Bilan simplifié

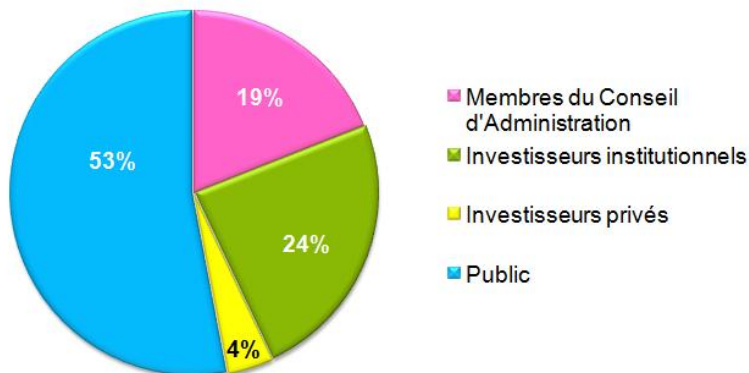
Actif [K€]		Passif [K€]	
Immobilisations	3.327	Capitaux Propres	7.618
Créances	4.902	Provisions	43
Impôts différés	2.400	Dettes d'exploitation	5.369
Liquidités	3.864	Emprunts et dettes financières	1.388
Actifs liés aux activités abandonnées	87	Activités non consolidées	162
Total Actif	14.580	Total Passif	14.580

3. Actionnariat et repères boursiers

- Répartition du capital



- Répartition des droits de vote



- Fiche boursière

MNEMONIC	ALCSY
Prix de l'action (as per March 26 th March 2012)	2,10 €
Capitalisation boursière	8,7 M€
Place de cotation	Alternext
Nombre total d'actions (31/12/2011)	4 143 964
Flottant (31/12/2011)	2 447 907
Nombre de titres échangés (01/01/2011-31/12/2011)	1 900 241
Moyenne des échanges quotidiens	8 190

Partie III - Etats Financiers Consolidés

1. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de Come&Stay

1.1. Compte de résultat consolidé

<i>En euros</i>	Notes	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires	6.1	11 892 357	11 324 658
Autres produits d'exploitation		1 067 168	624 169
Produits d'exploitation		12 959 525	11 948 827
Achats et charges externes	6.2	(4 636 709)	(3 919 882)
Charges de personnel	6.3	(4 771 418)	(4 752 171)
Autres charges d'exploitation	6.4	(1 953 736)	(2 085 413)
Impôts et taxes	6.5	(217 111)	(174 259)
Dotations aux amortissements et aux provisions	6.6	(592 946)	(172 244)
Charges d'exploitation		(12 171 920)	(11 103 969)
Résultat d'exploitation		787 605	844 858
Résultat financier	6.7	(92 039)	(105 505)
Résultat courant des entreprises intégrées		695 566	739 354
Résultat exceptionnel	6.8	(55 129)	(293 585)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		640 437	445 769
Impôts sur les résultats	6.9	1 587 648	(121 331)
Résultat net des sociétés intégrées		2 228 085	324 438
Dotations nettes aux amortissements des écarts	6.12	(476 300)	(9 254 300)
Résultat net des activités poursuivies		1 751 785	(8 929 862)
Résultat net des activités abandonnées	6.10	(584 147)	(464 710)
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 167 638	(9 394 572)
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat net - part du groupe		1 167 638	(9 394 572)
Résultat de base par action	6.11	0,28	(2,28)
Résultat de base dilué par action		0,28	

1.2. Bilan consolidé

En euros	Notes			31/12/2011	31/12/2010
		Brut	Dépréciations	Net	Net
Ecarts d'acquisition	6.12	17 506 311	(15 177 008)	2 329 303	2 805 602
Immobilisations incorporelles	6.13	2 828 550	(2 228 862)	599 688	327 381
Immobilisations corporelles	6.14	748 292	(462 849)	285 443	309 364
Titres mis en équivalence		-	-	-	-
Immobilisations financières	6.15	112 487	(1)	112 486	122 940
Stocks et en-cours		-	-	-	-
Actif immobilisé		21 195 640	(17 868 720)	3 326 920	3 565 288
Clients et comptes rattachés	6.16	5 152 450	(300 342)	4 852 108	4 726 966
Autres créances et comptes de régularisation	6.17	26 018	-	26 018	47 555
Clients divers	6.18	23 720	-	23 720	18 249
Impôts différés / actif	6.9	2 399 713	-	2 399 713	966 808
Disponibilités	6.20	3 864 570	-	3 864 570	3 382 614
Actif circulant		11 466 471	(300 342)	11 166 129	9 142 192
Actifs liés aux activités abandonnées	6.10	87 425	-	87 425	129 525
Total Actif		32 749 536	(18 169 062)	14 580 473	12 837 005
Capital social				414 396	414 396
Primes d'émission				988 668	21 918 392
Réserves consolidées				5 088 909	(6 445 162)
Réserves de conversion				(41 530)	(809 074)
Résultat part du groupe				1 167 638	(9 394 572)
Capitaux propres (part du groupe)				7 618 080	5 683 979
Intérêts Minoritaires				-	-
Provisions pour risques et charges	6.21			43 581	105 000
Impôts différés - passif	6.9			10	155 732
Emprunts et dettes financières	6.22			1 388 002	1 423 625
Fournisseurs et comptes rattachés	6.23			5 278 100	4 899 376
Autres dettes et Comptes de régularisation - passif	6.24			90 689	76 813
Dettes				6 756 791	6 399 814
Passifs liés aux activités abandonnées	6.10			162 011	492 479
Total Passif				14 580 473	12 837 005

1.3. Tableau des Flux de Trésorerie consolidé

En euros	31/12/2011	31/12/2010
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 167 638	(9 394 573)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :		
- Dotation nette aux amortissements et provisions	1 104 246	9 616 213
- Plus ou moins values de cession	(0)	1 278
- Impôts différés	(1 587 648)	263 249
- Résultat des activités abandonnées	584 147	446 710
- Autres variations, y compris écarts de change	394 775	(464 289)
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation :		
- Variations des dettes et créances d'exploitation	(39 544)	634
<i>dont Variations des créances</i>	(81 581)	2 663 963
<i>dont Variations des dettes</i>	42 037	(2 663 329)
- Incidence des variations d'actifs et passifs liées aux activités abandonnées	(289 170)	(530 398)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	1 334 443	(61 175)
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(814 600)	(99 642)
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	(70 234)	(41 607)
- Acquisitions d'immobilisations financières	(1 132)	-
- Cessions d'immobilisations incorporelles	-	114 306
- Cessions d'immobilisations corporelles	-	-
- Cessions d'immobilisations financières	-	-
- Diminution d'immobilisations financières (remboursement de prêts au groupe)	11 585	27 181
- Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	0	-
Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(874 380)	238
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations de capital	-	30 000
- Augmentations de capital en numéraire et autres fonds propres	-	-
- Dividendes versés	-	-
- Augmentation des emprunts	21 429	5 799
- Remboursement des emprunts	(25 145)	(174 832)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(3 715)	(139 033)
Incidence des différences de change sur la trésorerie	27 329	332
VARIATION DE TRESORERIE		
	483 676	(199 637)
Trésorerie à l'ouverture	2 971 419	3 171 056
Trésorerie à la clôture	3 455 897	2 971 419
Disponibilités		
Disponibilités	2 522 698	2 427 746
Valeurs Mobilières de Placement	1 341 872	954 868
Concours Bancaires Courants	(408 673)	(411 195)
Autres Concours Bancaires courants	-	-
Total	3 455 897	2 971 419
Trésorerie incluse dans les actifs abandonnés		
	27 702	87 211
Total	3 483 599	3 058 630

1.4. Etat des Variations des Capitaux Propres consolidés

<i>En euros</i>	Capital social	Primes d'émission	Résultat de l'exercice	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du groupe
Situation au 31/12/2009	408 396	21 894 392	(3 512 046)	(2 875 817)	(341 630)	15 573 295
Augmentation de capital	6 000	24 000				30 000
Ecart de conversion					(550 344)	(550 344)
Autres variations				(57 299)	82 900	25 601
Affectation du résultat			3 512 046	(3 512 046)		-
Résultat de l'exercice			(9 394 573)			(9 394 573)
Situation au 31/12/2010	414 396	21 918 392	(9 394 573)	(6 445 162)	(809 074)	5 683 979
Augmentation de capital	-	-				-
Ecart de conversion					(196 729)	(196 729)
Autres variations		(20 929 724)		20 928 643	964 274	963 193
Affectation du résultat			9 394 573	(9 394 573)		-
Résultat de l'exercice			1 167 638			1 167 638
Situation au 31/12/2011	414 396	988 668	1 167 638	5 088 908	(41 530)	7 618 080

2. Référentiel comptable du Groupe

Contexte de la publication

Les comptes consolidés du Groupe COME & STAY ont été établis de manière volontaire et répondent à une volonté de refléter au mieux les performances financières du Groupe, quand bien même l'établissement de ces comptes consolidés n'est requis ni par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ni par ALTERNEXT.

Déclaration de conformité du référentiel du Groupe

Les comptes consolidés du Groupe COME & STAY ont été établis en conformité avec les principes français relatifs aux comptes consolidés des sociétés commerciales et prévus par les dispositions du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) du 29 avril 1999, modifié par les règlements CRC n°2000-07, 2002-10, 2002-12, 2004-03, 2004-14 et 2005-10.

Base de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de COME & STAY ainsi que ses filiales au 31 décembre 2011 sur la base de méthodes comptables homogènes et selon la convention du coût historique. Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre de chaque année.

Changements de méthode

Depuis le 30 juin 2009, le Groupe utilise la méthode de comptabilisation séparée des activités abandonnées (cf. note 3.8)

Depuis le 1er janvier 2011, le Groupe a décidé de constituer ses propres bases de données pour compenser la baisse de qualité chez ses fournisseurs. En effet, le Groupe a acquis un savoir-faire en intelligence artificielle et dans les outils opérationnels de production. Ces bases de données sont portées à l'actif de la Société et amorties sur 1 an.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2011, la société procède également à l'immobilisation des adresses collectées dans le cadre de contrats pluriannuels.

Jugements et estimations de la direction du Groupe

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables aux vues des circonstances notamment relatives à la crise économique et financière actuelle. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Elles concernent principalement l'appréciation de la valeur des actifs immobilisés et des actifs d'exploitation.

Méthodes de consolidation

Entrent dans le périmètre de consolidation les sociétés placées sous le contrôle exclusif de COME & STAY, ainsi que les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

La méthode de consolidation est déterminée en fonction du contrôle exercé.

- **Contrôle exclusif :** le contrôle exclusif est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement un pourcentage de contrôle supérieur à 50%, sauf s'il est clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Il existe aussi si le Groupe, détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entreprise, dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise, de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de décision équivalent. La méthode retenue est l'intégration globale.
- **Contrôle conjoint :** le contrôle conjoint se justifie par le partage, en vertu d'un accord contractuel, du contrôle d'une activité économique. Il nécessite l'accord unanime des associés pour les décisions opérationnelles, stratégiques et financières. La méthode retenue est l'intégration proportionnelle.
- **Influence notable :** l'influence notable se détermine par le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. Elle est présumée si le Groupe détient directement ou indirectement un pourcentage supérieur à 20% des droits de vote dans une entité. La méthode retenue est la mise en équivalence.

Les sociétés du périmètre du Groupe sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

À la date d'acquisition, les actifs, passifs, éléments de hors-bilan et passifs éventuels identifiables des entités acquises sont évalués individuellement. Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments, ainsi que leur correction éventuelle en cas d'informations nouvelles, peuvent intervenir au plus tard à la clôture de l'exercice ouvert postérieurement à celui ayant constaté l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif entre le coût d'acquisition des titres de l'entité (y compris les frais afférents nets d'impôts) et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique "Écarts d'acquisition"; en cas d'écart négatif, celui-ci est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition non affectés sont amortis linéairement selon un plan reflétant les hypothèses opérationnelles retenues et les perspectives envisagées ayant prévalu lors de l'acquisition. En cas d'évolution défavorable, la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur d'utilité, déterminée notamment à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Si une perte de valeur est constatée, le plan d'amortissement est revu ou un amortissement exceptionnel est constaté.

Les calculs de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et de l'amortissement exceptionnel ont été effectués conformément à la norme IAS 36 selon les préconisations du CNC, en l'absence de méthodologie précise définie dans le règlement CRC 99.02.

Les écarts d'acquisition sont amortis selon la méthode linéaire sur 10 ans. Ils sont convertis selon la méthode du taux historique.

Conversion des comptes exprimés en devises

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture, à l'exception des capitaux propres et des écarts d'acquisition qui sont maintenus au taux de change historique. Les comptes de résultat en devises sont convertis au taux moyen annuel.

Les écarts de conversion résultant de ces différents taux sont comptabilisés dans les capitaux propres sous la rubrique « Réserve de conversion ».

Elimination des opérations internes au Groupe

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les entreprises consolidées par intégration globale sont éliminés, de même que les résultats internes au groupe (dividendes, provisions pour risques et charges constituées en raison de pertes subies par les entreprises consolidées, plus-values ou moins-values dégagées à l'occasion de cessions internes au groupe). L'élimination des résultats internes est répartie entre la part groupe et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé les résultats.

Les pertes intra-groupes entre les entreprises intégrées ne sont éliminées que dans la mesure où elles ne nécessitent pas une dépréciation. Les résultats sur les opérations internes avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata du pourcentage d'intérêt du groupe dans ces entreprises.

Information détaillée par zones géographiques

Le Groupe COME & STAY analyse ses activités financières selon les 2 pôles suivants

- Southern Europe, qui regroupe COME & STAY SA (France), COME & STAY SPAIN SL (Espagne), COME & STAY Sp zo.o. (Pologne),
- Northern Europe, qui regroupe 2 entités danoises COME & STAY DKH A/S et FACILITY SERVICE.

L'activité résiduelle dans les pays tels que le Danemark, le Royaume Unis, l'Allemagne, la Finlande ainsi que les Etats Unis est présentée en activités destinées à être abandonnées.

Seule l'information liée au Chiffre d'Affaires est présentée par zone géographique.

3. Principales méthodes comptables du Groupe

Les comptes consolidés sont établis dans le respect des principes comptables :

- de continuité d'exploitation,
- d'indépendance des exercices,
- et de permanence des méthodes.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'entrée. Elles sont dépréciées lorsque leur valeur d'inventaire devient inférieure à leur valeur brute.

Frais de recherche et développement – Brevet et licences

La partie du coût d'acquisition correspondant à des projets de recherche appliquée et de développement en cours, identifiables et évaluables de manière fiable, nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de rentabilité commerciale, est immobilisée.

Les durées d'utilité des immobilisations incorporelles du Groupe sont les suivantes :

Frais de recherche et développement	1 à 3 ans
Logiciels et licences	1 à 5 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée de vie utile de l'actif.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles du Groupe sont les suivantes :

Agencement et aménagement des constructions	3 et 9 ans
Matériel de bureau et informatique	2 et 3 ans
Mobilier	5 ans

Immobilisations financées en crédit-bail

Les immobilisations financées par crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan pour leur valeur stipulée au contrat. Elles sont amorties selon les mêmes règles que si elles avaient été acquises en pleine propriété.

Ces immobilisations sont considérées comme achetées à crédit : la dette correspondante est ainsi inscrite au passif et fait l'objet d'une charge financière.

Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition et sont, si nécessaire, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure. Dans le cas où leur valorisation à la date de clôture fait apparaître une moins-value globale par catégorie de titres, une provision pour dépréciation est comptabilisée à due concurrence.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un quelconque indice démontrant que la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles est susceptible d'être remise en cause à la clôture, un test de dépréciation est effectué.

La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est alors comparée à sa valeur actuelle et une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage. Cette dernière est calculée par une approche multicritères, notamment en fonction des flux nets de trésorerie attendus de ces actifs.

Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante de l'activité de COME & STAY qui représente une ligne d'activité ou une région géographique significative et distincte, qui a été cédée ou qui est détenue en vue de la vente ou de l'abandon. La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou antérieurement dès que l'activité satisfait aux critères pour être classée comme telle.

Actifs et passifs non courants liés aux activités abandonnées ou cédées

Les actifs non courants (ou groupe d'actifs et passifs) liés aux activités abandonnées ou cédées sont classés sur des lignes distinctes du bilan « Actifs liés aux activités abandonnées » et « Passifs liés aux activités abandonnées » et évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les actifs amortissables ne sont plus amortis à compter de leur classement dans cette catégorie.

Résultat des activités abandonnées

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession ainsi que, le cas échéant, les résultats de cession et les pertes de valeur consécutives à l'évaluation des actifs en juste valeur nette de frais de cession, sont présentés au compte de résultat sous la rubrique « Résultat des activités abandonnées ».

Lorsqu'une composante de l'activité est classée en « Activités abandonnées », les comptes de résultat comparatifs sont retraités comme si cette composante avait été classée en « Activités abandonnées » dès l'ouverture de chacune des périodes comparatives antérieures.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constatées lorsque, à la date de clôture, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée. Une information est alors fournie en annexe.

Le Groupe est engagé en tant que demandeur ou défendeur dans un certain nombre de litiges dont l'issue ne peut être estimée de façon précise. Pour autant, la direction estime, le cas échéant, que des provisions suffisantes ont été constituées pour faire face aux conséquences financières défavorables des litiges.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société est constitué de la commercialisation d'opérations de publicité et de marketing online, principalement à la performance. Il est constitué de la commercialisation de deux offres : les solutions à la performance d'une part et le centre de ressource e-mail d'autre part.

Les solutions à la performance ou offres métiers répondent à des problématiques sectorielles ou commerciales identifiées, comme par exemple la génération de leads en concession automobile ou la collecte de prospects pour un site de e-commerce. Elles comportent souvent trois composantes : des sources de données cohérentes (externes ou internes à l'annonceur), un développement logiciel dédié au produit et un développement de contenu (création graphique, jeu concours ...). Elles sont commercialisées à l'action attendue (tarif par commande, par adresse collectée ...).

Le centre de ressource e-mail correspond à la commercialisation des briques de base nécessaires à la mise en place de campagnes de publicité par e-mail par les annonceurs ou les agences telles que : routage d'e-mails, création graphique et locations d'adresses e-mail. Dans les deux cas, la constatation du chiffre d'affaires est effective en fin de mois, sur la base de l'envoi des messages ou de la réalisation de la prestation.

Impôts exigibles et différés

Les effets d'impôt résultant des éléments suivants ont été comptabilisés :

- décalages temporaires entre comptabilité et fiscalité,
- retraitements et éliminations imposés par la consolidation,
- déficits fiscaux reportables et dont l'imputation sur des bénéfices futurs est probable.

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du Groupe.

Engagements de retraite et avantages assimilés

Les engagements de retraite concernant le Groupe ne sont pas significatifs et n'ont donné lieu à aucune comptabilisation.

Emission de « stock-options »

Les « stock-options » accordés aux salariés sous forme d'options donnant droit à la souscription d'actions ou de Bon de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE) ne font l'objet d'aucune comptabilisation au bilan lors de leur attribution mais uniquement lors de la levée de l'option.

En cas d'engagement de rachat donné par le Groupe sur les actions accordées, la différence entre la valeur comptable consolidée des titres et leur prix de rachat est comptabilisé en charge lors de leur rachat effectif. Cette charge fait néanmoins l'objet d'une provision dès que l'engagement de rachat est susceptible de générer une charge et que la levée de l'option est probable.

Opérations en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties :

- sur la base du taux de change de clôture pour les opérations non couvertes ;
- sur la base de taux de couverture à terme pour les opérations couvertes.

Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en résultat financier.

4. Evénements significatifs

Activité du Groupe

COME & STAY est un réseau publicitaire email et mobile qui apporte aux annonceurs une offre de publicité on-line de proximité avec l'internaute et met à leur disposition des solutions de pointe en marketing interactif pour leurs opérations de prospection et de fidélisation.

Le Groupe réalise ses prestations au travers de deux offres :

- un Centre de Ressources, véritable service « à la carte » selon les besoins des annonceurs,
- des solutions packagées de marketing de pointe.

Evénements survenus au cours de l'exercice

Situation de la filiale américaine

Le groupe a liquidé la société COME & STAY Inc au 31 décembre 2011.

Les impacts dans le compte de résultat du Groupe de cette liquidation sont les suivants :

Actifs moins passifs de Come & Stay INC	7 685 515
Réserves de conversion reconnue à la sortie	(1 076 609)
Perte sur les créances de Come & Stay FRANCE vis-à-vis de Come & Stay INC	(7 660 197)
Ecart de change sur Investissement LT reconnu en résultat à la sortie	152 037
Annulation IDP sur provisions internes	2 513 276
	1 614 022

Acquisition ou création de sociétés

En août 2011, COME & STAY a fait un pas stratégique dans l'univers des réseaux sociaux avec l'acquisition du fonds de commerce de Social Mix Media, spécialisée dans le social marketing.

Come&Stay renforce ainsi son pôle Social Media. Une décision qui fait suite à la volonté du groupe de devenir le partenaire privilégié des annonceurs et agences en matière de Digital Relationship Management : acquisition de profils consommateurs sur l'ensemble des canaux disponibles et intégration de la fonction sociale du net dans la relation entre une marque et ses consommateurs.

Social Mix Media s'appuie sur Social Mix Data, un outil développé en interne pour suivre et mesurer le ROI des investissements dans les médias sociaux jusqu'à l'achat en ligne.

Cette activité est bien complémentaire du cœur de métier de COME & STAY et permet de répondre à la demande croissante de la plupart des clients historiques de l'agence sur ce créneau.

Le prix d'acquisition du fonds de commerce est de 118.975€ et se décompose comme suit :

Eléments incorporels	93.000 €
Eléments corporels	2.000 €
Honoraires avocats et autres	23.975 €

Evénements post-clôture

Le certificat de dissolution de COME & STAY INC a été émis le 11 janvier 2012. Les titres de la filiale et les écritures comptables afférentes (prêts, créances, dépréciations etc.) ont été concervés dans les comptes sociaux de COME & STAY SA, cependant, la sortie de périmètre a été anticipée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

5. Périmètre de consolidation

Éléments notables sur le périmètre de consolidation

La société COME & STAY INC a été liquidée au 31 décembre 2011. Elle ne fait ainsi plus partie du périmètre à la clôture. Néanmoins son résultat sur l'ensemble de l'exercice 2011 impacte les comptes du groupe sur la ligne *Résultat des activités abandonnées*.

Les actifs et passifs ainsi que la résultat du sous-groupe danois destinés à être cédés sont reclassés au bilan et au compte de résultat sur des lignes spécifiques « Activités abandonnées ».

Entités appartenant au périmètre de consolidation au 31 décembre 2011

Sociétés du périmètre de consolidation	Méthode de consolidation	31/12/2011		31/12/2010	
		Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle
Come & Stay SA N° SIRET 429 699 770 000 47 22 bis, Rue des Volontaires, 75015 PARIS	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Come & Stay Inc. Société étrangère Etats-Unis	Non consolidée	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%
Come & Stay DKH A/S Société étrangère Danemark	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Come & Stay facility service A/S Société étrangère Danemark	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Come & Stay Ltd Société étrangère Royaume Uni	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Come & Stay GmbH Société étrangère Allemagne	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Come & Stay Oy Société étrangère Finlande	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Come&Stay Sp. z o.o. Société étrangère Pologne	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Come&Stay Spain SL Société étrangère Espagne	Intégration Globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

6. Notes sur les comptes consolidés

6.1. Chiffres d'affaires

<i>En euros</i>	Southern Europe	France	Autres Pays	Northern Europe	US	Elimination	TOTAL
Chiffre d'affaire externe	11 284 535	10 306 365	978 170	40 123	-	-	11 324 658
Chiffre d'affaire interzone	9 077	5 803	3 274	1 044 400	-	(1 053 477)	-
Chiffre d'affaires au 31/12/2010	11 293 612	10 312 168	981 444	1 084 523	0	(1 053 477)	11 324 658
Chiffre d'affaire externe	11 827 800	10 931 181	896 619	64 557	-	-	11 892 357
Chiffre d'affaire interzone	-	-	-	741 982	-	(741 982)	-
Chiffre d'affaires au 31/12/2011	11 827 800	10 931 181	896 619	806 539	0	(741 982)	11 892 357

6.2. Achats et charges externes

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Achats consommés	(4 636 709)	(3 919 882)
Achats et charges externes	(4 636 709)	(3 919 882)

6.3. Charges de personnel

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Salaires et traitements	(3 434 998)	(3 637 775)
Charges sociales	(1 336 420)	(1 114 396)
Charges de personnel	(4 771 418)	(4 752 171)

6.4. Autres charges d'exploitation

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Locations, entretiens, assurances	(504 202)	(568 166)
Transports, déplacements, réceptions	(288 977)	(279 252)
Frais postaux et télécommunications	(31 083)	(50 434)
Autres charges	(1 129 473)	(1 187 561)
Autres charges d'exploitation	(1 953 736)	(2 085 413)

6.5. Impôts et taxes

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Autres impôts et taxes	(217 111)	(174 259)
Impôts et taxes	(217 111)	(174 259)

6.6. Dotations aux amortissements et provisions

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Dotations aux amortissements	(611 690)	(399 072)
Dotations nettes aux provisions	18 744	226 828
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(592 946)	(172 244)

6.7. Résultat financier

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts et charges assimilées	(85 983)	(116 677)
Autres produits et charges financières	(6 066)	11 157
Produit net de cession des valeurs mobilières de placement	10	16
Résultat financier	(92 039)	(105 505)

6.8. Résultat exceptionnel

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
(Dotations) / Reprises de provisions exceptionnelles	(59 610)	96 728
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(10 737)	(414 286)
Autres (charges) / produits exceptionnels	15 218	23 973
Résultat exceptionnel	(55 129)	(293 585)

6.9. Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge d'impôt au Compte de Résultat

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Impôts différés	1 587 648	(121 331)
Impôt exigible	-	-
Impôts sur les résultats	1 587 648	(121 331)

Rapprochement entre la charge d'impôt au compte de résultat et la charge d'impôt théorique

En euros	31/12/2011	31/12/2010
Résultat consolidé	1 167 638	(9 394 572)
Amortissements des écarts d'acquisition	476 300	9 254 300
Impôt	(1 587 648)	121 331
Résultat consolidé avant impôt	56 290	(18 941)
Effets sur le résultat taxable au taux courant		
- des différences permanentes	(6 394 248)	(234 979)
- de l'imputation de déficit antérieur		
- des autres différences		
Résultat taxable au taux courant	(6 337 958)	(253 920)
Taux courant d'impôt en France	33,33%	33,33%
Impôt théorique	(2 112 442)	(84 632)
Effets sur l'impôt théorique		
- du différentiel de taux courant des pays étrangers	12 845	22 706
- de l'imputation de déficit	(224 430)	
- des autres différences	65 565	183 257
Dépreciation de l'impôt différé actif du Danemark	670 814	
Impôt au taux courant	(1 587 648)	121 331
Impôt au taux réduit (différentiel taux normal - taux réduit)	-	-
Charges d'impôt du Groupe	(1 587 648)	121 331

Impôts différés comptabilisés au bilan

En euros	31/12/2011	31/12/2010
Impôts différés actifs	2 399 713	966 808
Impôts différés passifs	(10)	(155 732)
Impôts différés nets	2 399 702	811 076

Les impôts différés actifs de 2.399 K€ s'expliquent principalement par :

- la reconnaissance d'un Impôt différé actif issu des déficits reportables de la société COME & STAY SA pour 2.322 K€, suite aux bénéfices fiscaux futurs attendus pour cette société sur les prochaines années.,
- la reconnaissance d'un Impôt différé actif de la société COME & STAY SPAIN pour 78K€, compte tenu de sa situation fiscale positive attendue les prochaines années,
- la reconnaissance d'un Impôt différé actif sur COME & STAY DKH A/S à hauteur de 671K€ entièrement déprécié en totalité sur l'exercice 2011 compte tenu des prévisions fiscales disponibles au 31 décembre 2011.

6.10. Informations liées aux activités abandonnées

La liquidation de la société COME & STAY INC a été prise en compte dans les comptes consolidés du groupe COME & STAY au 31 décembre 2011 et le résultat de liquidation hors impôts différés a été reclassé au compte de résultat sur la ligne *Résultat net des activités abandonnées* pour un montant de 899K€..

Par ailleurs, depuis la décision du Conseil d'Administration du 4 juin 2010, les activités du sous-groupe danois ont été scindée en activités poursuivies et activités abandonnées.

Les données reclassées en *Activités abandonnées* sont détaillées ci-dessous :

En euros	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires	(4 346)	2 228 132
Autres produits d'exploitation	268 968	401 779
Produits d'exploitation	264 622	2 629 911
Achats et charges externes	17 912	(877 026)
Charges de personnel	(26 980)	(963 107)
Autres charges d'exploitation	(141 783)	(1 053 216)
Impôts et taxes	-	(7 167)
Dotations aux amortissements et aux provisions	18 154	(114 466)
Charges d'exploitation	(132 697)	(3 014 982)
Résultat d'exploitation	131 925	(385 071)
Résultat financier	194 884	622 989
Résultat courant	326 809	237 918
Résultat exceptionnel	(910 956)	(578 895)
Résultat avant impôt	(584 147)	(340 977)
Impôts sur les résultats	-	(123 733)
Résultat net	(584 147)	(464 710)
(Dotations)/ Reprise aux amortissements des écarts d'acquisition	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(584 147)	(464 710)

Le résultat de (584) K€ s'explique principalement par les éléments suivants :

- Résultat de liquidation de la société Come&Stay Inc. (899) K€
- Résultat de l'exercice réalisé par Come&Stay Inc. 322 K€
- Résultat des activités abandonnées du sous-groupe Danois (7) K€

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Ecarts d'acquisition (Goodwill)	-	(1)
Immobilisations incorporelles	-	(2)
Immobilisations corporelles	-	2 779
Titres mis en équivalence	-	-
Immobilisations financières	-	-
Stocks et en-cours	-	-
Actif immobilisé	-	2 776
Clients et comptes rattachés	59 723	40 570
Autres créances et comptes de régularisation	-	-
Clients diverses	-	-
Impôts différés - actif	0	(1 032)
Disponibilités	27 702	87 211
Actif circulant	87 425	126 749
Total Actif	87 425	129 525
Capital social	-	-
Primes d'émission	-	-
Réserves consolidées	(322 093)	(8 111 863)
Réserves de conversion	(56 136)	(902 943)
Résultat part du groupe	(584 146)	(464 710)
Capitaux propres (part du groupe)	(962 376)	(9 479 517)
Intérêts Minoritaires	-	-
Provisions pour risques et charges	0	141 107
Emprunts et dettes financières	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	162 011	312 149
Autres dettes et Comptes de régularisation - passif	-	39 224
Dettes	162 011	351 373
Compte de Liaison (total)	(5 146)	(6 997 078)
Total Passif	(805 511)	(15 984 115)
Impact Capitaux propres	(962 376)	(9 479 517)
Impact Comptes de liaison	(5 146)	(6 997 078)
Total passif après retraitement des postes n'ayant pas d'impact dans la rubrique "passifs destinés à être cédés":	162 011	492 479

6.11. Résultat par action

En euros	31/12/2011	31/12/2010
Résultat Net - Part du groupe	1 167 638	(9 394 572)
Nombre moyen d'actions en circulation	4 143 964	4 112 266
Résultat de base par action	0,28	(2,28)
Nombre moyen d'actions issues des options de souscription et des BSPCE (1)	0	0
Nombre moyen d'actions en circulation et dilutives	4 143 964	4 112 266
Résultat de base dilué par action	0,28	

(1) les options de souscription et les BSPCE dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action

Depuis 2005, le Groupe COME & STAY a attribué à titre gratuit

- des Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE) aux salariés français,
- des Options donnant droit à la souscription d'actions de COME & STAY SA aux autres salariés du Groupe.

Au 31 Décembre 2011, ces instruments donnent droit d'exercer au total 50.900 actions de la société COME & STAY SA, réparties par type et par date d'attribution comme suit :

Date d'attribution :	Exercable jusqu'au :	Type d'option :	Options attribuées	Prix d'exercice	Options exercées	Options devenues caduques (1)	Options à exercer	Effet de dilution sur le capital
30 juin 2005	30 juin 2010	BSPCE	128 800	0,50 €	128 800	-	-	0,00%
12 décembre 2005	12 décembre 2010	BSPCE	52 320	0,50 €	52 320	-	-	0,00%
24 août 2006	24 août 2011	BSPCE	29 800	16,71 €	-	10 100	19 700	0,47%
9 mars 2007	9 mars 2012	BSPCE	3 100	20,76 €	-	2 200	900	0,02%
9 mars 2007	9 mars 2012	Options de souscription	32 900	20,76 €	-	32 900	-	0,00%
27 avril 2007	27 avril 2012	BSPCE	20 000	18,37 €	-	20 000	-	0,00%
15 mai 2007	15 mai 2012	Options de souscription	73 200	18,36 €	-	73 200	-	0,00%
19 septembre 2008	19 septembre 2013	BSPCE	67 500	6,23 €	-	38 000	29 500	0,70%
19 septembre 2008	19 septembre 2013	Options de souscription	72 000	6,23 €	-	71 200	800	0,02%
17 juin 2009	17 juin 2014	BSPCE	19 000	1,82 €	-	19 000	-	0,00%
17 juin 2009	17 juin 2014	Options de souscription	20 000	1,82 €	-	20 000	-	0,00%
17 décembre 2009	17 décembre 2014	Options de souscription	22 000	2,49 €	-	22 000	-	0,00%
Total			540 620		181 120	308 600	50 900	1,21%

6.12. Ecarts d'acquisition

En euros	31/12/2010	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31/12/2011
Valeurs brutes	17 506 311	-	-	0	17 506 311
Amortissements	(14 700 708)	(476 300)	-	0	(15 177 008)
Valeurs nettes des écarts d'acquisition	2 805 602	(476 300)	-	(0)	2 329 303

6.13. Immobilisations incorporelles

<i>En euros</i>	31/12/2010	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31/12/2011
Valeurs brutes	1 948 565	814 600	(24 610)	89 995	2 828 550
Frais de recherches et développement	1 212 177	35 690	-	202 088	1 449 955
Autres immobilisations incorporelles	736 388	778 910	(24 610)	(112 093)	1 378 595
Amortissements	(1 621 184)	(517 683)	-	(89 995)	(2 228 862)
Frais de recherches et développement	(1 212 177)	(128 842)	-	(23 629)	(1 364 648)
Autres immobilisations incorporelles	(409 007)	(388 841)	-	(66 366)	(864 214)
Valeurs nettes	327 381	296 917	(24 610)	-	599 688

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles s'expliquent principalement par les

- les bases de données pour 248.811 euros,
- les adresses clients pour 289.340 euros.

Les autres variations correspondent principalement aux écarts de changes ou reclassements.

6.14. Immobilisations corporelles

<i>En euros</i>	31/12/2010	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31/12/2011
Valeurs brutes	843 387	70 234	(164 108)	(1 221)	748 292
Installations techniques	164 108	-	(164 108)	-	-
Autres immobilisations corporelles	679 279	70 234	-	(1 221)	748 292
Amortissements	(534 023)	(94 429)	164 530	1 073	(462 849)
Installations techniques	(147 703)	(16 405)	164 108	-	-
Autres immobilisations corporelles	(386 320)	(78 024)	422	1 073	(462 849)
Valeurs nettes	309 364	(24 195)	422	(149)	285 443

Les autres variations correspondent principalement aux écarts de changes ou reclassements.

6.15. Immobilisations financières

<i>En euros</i>	31/12/2010	Acquisitions Dotations	Autres variations	31/12/2011
Valeurs brutes	122 940	1 132	(11 585)	112 487
Autres immobilisations financières	122 940	1 132	(11 585)	112 487
Provisions	-	-	(1)	(1)
Provisions pour dépréciation	-	-	(1)	(1)
Valeurs nettes	122 940	1 132	(11 586)	112 486

Les autres variations correspondent principalement aux écarts de changes ou reclassements.

6.16. Clients et comptes Rattachés

En euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/12/2011	31/12/2010
Valeurs brutes	5 152 450	-	-	5 152 450	4 948 552
Provisions pour dépréciation	(300 342)	-	-	(300 342)	(221 586)
Valeurs nettes	4 852 108	-	-	4 852 108	4 726 966

6.17. Autres créances et comptes de régularisation

En euros	31/12/2011	31/12/2010
Charges constatées d'avance	26 018	47 555
Valeurs nettes	26 018	47 555

6.18. Créances diverses

En euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/12/2011	31/12/2010
Valeurs brutes	23 720	-	-	23 720	18 249
Provisions	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	23 720	-	-	23 720	18 249

6.19. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En euros	31/12/2011	31/12/2010
Valeurs mobilières de placement	1 341 872	954 868
Disponibilités	2 522 698	2 427 746
Disponibilités	3 864 570	3 382 614

6.20. Provisions pour risques et charges

En euros	31/12/2010	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2011
Provisions pour litiges	105 000	-	(97 500)	-	7 500
Autres provisions pour risques	(0) [▼]	35 000	- [▼]	-	36 081
Provisions pour risques et charges	105 000	35 000	(97 500)	-	43 581

6.21. Emprunts et dettes financières

<i>En euros</i>	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/12/2011	31/12/2010
Dettes financières diverses	776	978 553	-	979 329	1 012 430
Concours bancaires courants	408 673	-	-	408 673	411 195
Autres concours bancaires courants	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	409 449	978 553	-	1 388 002	1 423 625

6.22. Fournisseurs et comptes rattachés

<i>En euros</i>	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/12/2011	31/12/2010
Fournisseurs et comptes rattachés	3 423 392	-	-	3 423 392	3 010 201
Dettes fiscales et sociales	1 638 815	-	-	1 638 815	1 648 441
Avances et acomptes reçus	215 893	-	-	215 893	240 734
Fournisseurs et comptes rattachés	5 278 100	-	-	5 278 100	4 899 376

6.23. Autres dettes et comptes de régularisation

<i>En euros</i>	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/12/2011	31/12/2010
Autres dettes	90 689	-	-	90 689	76 813
Autres dettes et comptes de régularisation	90 689	-	-	90 689	76 813

6.24. Engagements hors bilan

6.24.1. Engagements liés au personnel – droit individuel à la formation (DIF)

Les droits acquis à la date de clôture par les salariés de COME & STAY SA au titre du droit individuel à la formation (DIF) s'élèvent à un montant total voisin de 2.070 heures.

6.24.2. Engagements de retraite

Compte tenu de sa création récente et de l'âge moyen du personnel, les engagements de retraite actualisés à la date de clôture au sein du Groupe ne sont pas significatifs : ils s'élèvent à 10.000 €.

6.24.3. Cautions, avals et garanties

La société a consenti la mise en place d'un contrat de garantie de paiement internationale à émettre par la banque HSBC, en qualité de garant, au profit de Jyske Bank, en tant que bénéficiaire, au nom et pour le compte de la Filiale Danoise Come&Stay Facility Services, dans la limite d'un montant maximum de 940.000 €, et avec une date limite au 1er août 2012. A ce titre, la société a procédé au nantissement de SICAV pour un montant de 900.000 €.

Le 9 juin 2011, la société a émis une lettre de confort, en faveur des filiales danoises Come&Stay DKH A/S et de sa filiale Come&Stay Facility Service A/S, portant sur le soutien en trésorerie à ses filiales en cas de besoin, pour le règlement des factures liées aux opérations courantes.

6.25. Autres informations

6.25.1. Rémunération des dirigeants

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Rémunération brutes allouées aux membres des organes de direction	200 976	178 548
Rémunération des dirigeants	200 976	178 548

6.25.2. Ventilation de l'effectif

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Southern Europe	64	59
Northern Europe - Activités poursuivies	13	15
Northern Europe - Activités abandonnées	-	10
US	-	-
Effectifs	77	84

6.25.3. Honoraires des commissaires aux comptes

<i>Commissaire au comptes</i>	Groupe Y		Deloitte	
	Montant HT	%	Montant HT	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	75 826 €	100,00%	20 650 €	100,00%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	-	-	2 685 €	-
Sous-total	75 826 €	100,00%	23 335 €	100,00%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Total	75 826 €		23 335 €	

6.25.4. EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization)

<i>En euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Produits d'exploitation	12 959 525	11 948 827
Achats et charges externes	4 636 709	3 919 882
Charges de personnel	4 771 418	4 752 171
Autres charges d'exploitation	1 953 736	2 085 413
Impôts et taxes	217 111	174 259
Dotations aux provisions	(19 165)	(226 828)
EBITDA	1 399 716	1 243 930

Partie IV - Etats Financiers Sociaux

1. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de Come&Stay

1.1. Compte de résultat

En Euros	Exercice clos le 31/12/2011 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2010 (12 mois)
	France	Exportations	Total	Total
Production vendue de services	10 801 640	289 288	11 090 928	10 960 493
Chiffre d'affaires Net	10 801 640	289 288	11 090 928	10 960 493
Production immobilisée			562 761	-
Subventions d'exploitation reçues			-	-
Reprises sur dépréc., prov. et amort., transfert de charges			123 373	484 703
Autres produits			407 555	281 398
Total des produits d'exploitation			12 184 617	11 726 594
Autres achats et charges externes			6 185 445	6 316 813
Impôts, taxes et versements assimilés			217 111	174 259
Salaires et traitements			2 811 875	2 730 582
Charges sociales			1 280 337	1 059 485
Dotations aux amortissements sur immobilisations			423 208	168 558
Dotations aux dépréciations sur immobilisations			-	-
Dotations aux dépréciations sur actif circulant			97 826	80 904
Dotations aux provisions			-	176 500
Autres charges			450 080	170 171
Total des charges d'exploitation			11 465 883	10 877 271
RESULTAT EXPLOITATION			718 735	849 323
Bénéfice attribué ou perte transférée			-	-
Perte supportée ou bénéfice transféré			-	-
Produits financiers de participations			-	-
Produits des autres valeurs mobilières			23 750	11 375
Autres intérêts et produits assimilés			-	11 045
Reprises financ. sur dépréc. et prov., transferts de charges			164 610	162 133
Différences positives de change			13 959	25 563
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			-	-
Total des produits financiers			202 319	210 116
Dotations financières aux amort., dépréciations et provisions			164 952	8 875 573
Intérêts et charges assimilées			7 309	6 154
Différences négatives de change			7 699	12 860
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			-	-
Total des charges financières			179 960	8 894 586
RESULTAT FINANCIER			22 359	-8 684 470
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			741 093	-7 835 147
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			15 217	22 084
Produits exceptionnels sur opérations en capital			-	-
Reprises except. sur dépréc. et provisions, transferts de charges			-	142 727
Total des produits exceptionnels			15 217	164 811
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			10 737	740 391
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			-	1 278
Dotations except. aux amort., dépréciations et provisions			59 610	139 760
Total des charges exceptionnelles			70 347	881 429
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-55 129	-716 618
Participation des salariés			-	-
Impôts sur les bénéfices			-	-
RESULTAT NET			685 964	-8 551 766
Dont Crédit-bail mobilier			-	-
Dont Crédit-bail immobilier			-	-

1.2. Bilan

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2011 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2010 (12 mois)
	Brut	Amort.dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)	-	-	-	-
Actif immobilisé				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Recherche et développement	215 378	215 378	-	-
Concessions, brevets, droits similaires	604 366	517 997	86 370	96 185
Fonds commercial	116 975	-	116 975	-
Autres immobilisations incorporelles	551 181	241 152	310 029	13 030
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	728 667	445 881	282 786	292 275
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Participations évaluées selon mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	18 551 069	15 234 889	3 316 181	3 316 181
Créances rattachées à des participations	8 445 404	7 055 365	1 390 039	1 278 039
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	108 480	-	108 480	118 933
TOTAL (I)	29 321 521	23 710 661	5 610 860	5 114 643
Actif circulant				
Matières premières, approvisionnements	-	-	-	-
En-cours de production de biens	-	-	-	-
En-cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	4 846 235	884 108	3 962 127	4 133 739
Autres créances	-	-	-	-
. Fournisseurs débiteurs	-	-	-	-
. Personnel	722	-	722	1 650
. Organismes sociaux	246	-	246	1 023
. Etat, impôts sur les bénéfices	263 297	-	263 297	235 193
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	612 675	-	612 675	570 315
. Autres	284 480	-	284 480	252 566
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	1 341 872	-	1 341 872	954 868
Disponibilités	2 457 813	-	2 457 813	2 224 204
Charges constatées d'avance	24 618	-	24 618	31 723
TOTAL (II)	9 831 957	884 108	8 947 849	8 405 282
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion actif (V)	29 623	-	29 623	69 113
TOTAL ACTIF (0 à V)	39 183 101	24 594 769	14 588 332	13 589 038

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2011 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2010 (12 mois)
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 414 396 Euros)	414 396	414 396
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	645 925	21 575 649
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	40 207	40 207
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées	7 247 857	7 247 857
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-	-12 377 958
Résultat de l'exercice	685 964	-8 551 766
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
TOTAL (I)	9 034 350	8 348 386
Produits des émissions de titres participatifs	-	-
Avances conditionnées	-	-
TOTAL (II)	-	-
Provisions		
Provisions pour risques	72 123	174 005
Provisions pour charges	-	-
TOTAL (III)	72 123	174 005
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres Emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
. Emprunts	-	-
. Découverts, concours bancaires	812	1 272
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
. Divers	7 432	14 172
. Associés	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	214 971	224 247
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 609 460	3 164 762
Dettes fiscales et sociales	-	-
. Personnel	234 121	262 191
. Organismes sociaux	439 674	418 167
. Etat, impôts sur les bénéfices	-	-
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	886 710	906 973
. Etat, obligations cautionnées	-	-
. Autres impôts, taxes et assimilés	62 049	44 878
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	23 428	3 428
Produits constatés d'avance	1 500	24 736
TOTAL (IV)	5 480 157	5 064 825
Ecart de conversion passif (V)	1 701	1 821
TOTAL PASSIF (I à V)	14 588 332	13 589 038

2. Annexes aux comptes sociaux

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Décret N° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France, et notamment les règlements CRC suivants :

- 2000-06 concernant les passifs ;
- 2002-10 et 2003-07 concernant l'amortissement et la dépréciation des actifs ;
- 2004-06 concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments portés dans les comptes annuels est la méthode des coûts historiques.

Come&Stay n'a pas opté pour la comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires conformément à la recommandation 03-01 du CNC du 1er avril 2003 mais l'information est présentée en note dans l'annexe.

COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes et méthodes du Plan comptable général et selon les mêmes règles et principes que les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

PRESENTATION DES PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Des frais de recherche et développement peuvent être inscrits à l'actif du bilan lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- Les projets sont nettement individualisés
- Les coûts sont distinctement établis
- Les projets ont de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

Les frais de recherche et développement ne répondant pas à l'ensemble des critères ci-dessus sont constatés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Les immobilisations incorporelles comptabilisées au coût de production ou d'acquisition sont constituées également d'achats de logiciels et de licences qui sont amorties sur une durée de 1 an en linéaire.

Les marques développées par la société ne sont pas valorisées dans les comptes.

Depuis le 1er janvier 2011, Come&Stay a décidé de constituer ses propres bases de données pour compenser la baisse de délivrabilité chez ses fournisseurs (le savoir-faire en intelligence artificielle et l'outil de production de Come&Stay lui ont permis d'atténuer ces difficultés lors de l'envoi sur des bases internes). Ces bases de données sont portées à l'actif de la Société et amorties sur 1 an.

Au 31 décembre 2011, les bases de données inscrites à l'actif de la société avaient une valeur brute de 248.811 euros.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2011, la société procède également à l'immobilisation des adresses collectées dans le cadre de contrats pluriannuels. Au 31 décembre 2011, ces adresses étaient inscrites à l'actif de la société pour une valeur brute de 289.340 euros.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

L'application des règlements CRC 02-10 et CRC 04-06 n'a pas eu d'incidence sur les comptes dans la mesure où les immobilisations utilisées par l'entreprise ne sont pas décomposables. L'analyse des durées d'utilisation des biens immobilisés ne fait pas ressortir de différence significative par rapport aux durées d'usage.

c) Immobilisations financières

Conformément au règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004, les titres de participation acquis au cours de l'exercice sont valorisés au coût d'acquisition qui est constitué du prix d'achat majoré des frais d'acquisition directement attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée, sous déduction des dépréciations estimées nécessaires, estimées en fonction de leur valeur d'usage.

Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous réserve d'éventuelles provisions.

d) Travaux en cours

L'inventaire des commandes en cours, tant à l'ouverture qu'à la clôture de l'exercice, ne présente pas de caractère financier significatif.

e) Titres de placement

Les comptes bancaires en devises sont évalués au denier cours de change au comptant et le résultat de cette évaluation est inscrit en « pertes ou gains de change ».

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur achat.

Le cas échéant, les valeurs mobilières de placement sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur de marché.

f) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques en totalité, suivant les modalités réglementaires.

h) Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société est constitué de la commercialisation d'opérations de publicité et de marketing online, principalement à la performance. Il est constitué de la commercialisation de deux offres : les solutions à la performance d'une part et le centre de ressource e-mail d'autre part.

Les solutions à la performance ou offres métiers répondent à des problématiques sectorielles ou commerciales identifiées, comme par exemple la génération de leads en concession automobile ou la collecte de prospects pour un site de e-commerce. Elles comportent souvent trois composantes : des sources de données cohérentes (externes ou internes à l'annonceur), un développement logiciel dédié au produit et un développement de contenu (création graphique, jeu concours ...). Elles sont commercialisées à l'action attendue (tarif par commande, par adresse collectée ...).

Le centre de ressource e-mail correspond à la commercialisation des briques de base nécessaires à la mise en place de campagnes de publicité par e-mail par les annonceurs ou les agences telles que : routage d'e-mails, création graphique et locations d'adresses e-mail.

Dans les deux cas, la constatation du chiffre d'affaires est effective en fin de mois, sur la base de l'envoi des messages ou de la réalisation de la prestation.

FAITS MARQUANTS

1 - Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes suppléant

Après avoir pris connaissance de la démission de Monsieur Thierry Drouin de ses fonctions de Commissaire aux Comptes suppléant, l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2011 a décidé de nommer en remplacement de ce dernier, pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à la décision de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2011 et devant avoir lieu en 2012, Monsieur Christophe MALECOT, rattaché à la compagnie de Commissaires aux Comptes Groupe Y (Adresse : Technopole Venise Verte, Avenue Salvador Allende, Voie Euclide – B.P. 8421, 79024 NIORT Cedex 9).

2 - Renouvellement des délégations données au Conseil d'Administration (BSPCE, Options de souscription, Options d'Achats, Actions Gratuites).

L'Assemblée Générale du 17 juin 2011 a renouvelé les autorisations pour une durée de 18 mois concernant les BSPCE et les Options, et pour une durée de 38 mois concernant les actions gratuites.

Le plafond d'attribution reste inchangé et s'établit à 11,1% du capital (pour les BSPCE, les Options de souscription et les Actions Gratuites, l'attribution d'Actions Gratuites doit également respecter le plafond de 25.000 actions)

3 - Renouvellement de la délégation donnée au Conseil d'Administration aux fins de procéder à des rachats d'actions propres

La huitième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2011 a renouvelé la délégation de pouvoir au Conseil d'Administration pour procéder à des rachats d'actions de la Société. Le prix maximal d'achat par action est de 18 € avec un nombre d'actions visé limité à 402.496 actions. Ce nombre d'action représente un prix d'acquisition total théorique maximum de 7.244.928 €. Il est rappelé que ce montant a été prélevé du compte « Prime d'émission » pour être affecté à un compte « Réserves Indisponibles » lors de la tenue de l'Assemblée Générale le 15 mai 2008. La durée de validité de la délégation a été fixée à 18 mois.

Ces éventuels rachats auront pour but l'attribution d'actions à des salariés ou mandataires sociaux, d'assurer la liquidité du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services ou encore la mise en œuvre de toute pratique qui viendrait à être reconnue la loi ou l'AMF.

4 - Renouvellement de la délégation au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par voie de rachat et d'annulation d'actions

La quinzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2011 a renouvelé la délégation de pouvoir au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par voie de rachat et d'annulation d'actions. Cette résolution vise à permettre au Conseil de mettre en place une politique de relation des actionnaires de la Société si les conditions économiques et la trésorerie de la société s'y prêtent.

Ainsi, elle autorise le Conseil à réduire le capital social de la société d'un montant maximum de 124 318,90 €, par rachat d'actions, en vue de leur annulation, d'un montant maximum de 1.243.189 actions d'un montant minimal de 0,1 euro par action, dans la limite d'un prix global maximum de 4.000.000 €. Le rachat d'action se fera sous forme d'offre de rachat d'actions proposée à l'ensemble des actionnaires de la Société, et réalisée conformément aux dispositions des articles L. 225-207 et R. 225-153 et suivants du Code de commerce.

Cette délégation donne tout pouvoir au Conseil d'Administration et sa durée de validité a été fixée à 18 mois.

5 - Accord d'un prêt à l'entité espagnole Come&Stay Spain SL

Le 6 juillet 2011, le Conseil d'Administration a décidé la mise en place d'un nouveau contrat de prêt, par Come&Stay SA en faveur de Come&Stay Spain SL, pour un montant de 112.000 euros, portant ainsi le montant des prêts accordés à cette filiale à 302.000 euros.

6 - Acquisition du fonds de commerce « Social Mix Media »

En août 2011, Come&Stay a fait un pas stratégique dans l'univers des réseaux sociaux avec l'acquisition du fonds de commerce de Social Mix Media, spécialisée dans le social marketing.

Come&Stay renforce ainsi son pôle Social Media. Une décision qui fait suite à la volonté du groupe de devenir le partenaire privilégié des annonceurs et agences en matière de Digital Relationship Management : acquisition de profils consommateurs sur l'ensemble des canaux disponibles et intégration de la fonction sociale du net dans la relation entre une marque et ses consommateurs. Social Mix Media s'appuie sur Social Mix Data, un outil développé en interne pour suivre et mesurer le ROI des investissements dans les médias sociaux jusqu'à l'achat en ligne.

Cette activité est bien complémentaire du cœur de métier de Come&Stay et permet de répondre à la demande croissante de la plupart des clients historiques de l'agence sur ce créneau.

7 - Nomination de 4 nouveaux administrateurs

Au terme des première, deuxième, troisième et quatrième résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 21 novembre 2011, messieurs Jean-Daniel Camus, Pascal Chevalier, Vincent Fahmy et Marc Désenfant ont été nommés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de 6 ans.

8 - Délégation de compétence au Conseil d'Administration pour l'émission de BSA avec suppression du DPS au profit d'une catégorie de personnes

Le 21 novembre 2011, l'Assemblée Générale Mixte a délégué sa compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'émission de bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes.

Cette délégation a pour but de permettre l'intéressement financier, réel et immédiat, de certains intervenants extérieurs de la Société participant à son développement et associés au développement de sa stratégie.

9- Délégation de compétence au Conseil d'Administration en vue de procéder à des augmentations de capital

Les cinquième et sixième résolutions votées lors de l'Assemblée Générale Mixte du 21 novembre 2011 permettent au Conseil d'Administration de bénéficier d'une palette d'outils afin de garantir à la Société une rapidité et une souplesse de réaction en cas d'opportunités ou de menaces sur son marché. Dans cette perspective, il a été donné au Conseil d'Administration la compétence de procéder à l'émission d'actions ordinaires de la Société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société, à l'exception des actions de préférence, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (cinquième résolution) et avec suppression de ce droit (sixième résolution).

Ces résolutions ont eu pour objet l'élévation des plafonds des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées au titre de ces autorisations afin d'accroître les possibilités de faire appel à un financement externe et de renforcer la réactivité de la Société sur ce sujet. Ces délégations ont privé d'effet celles consenties au terme des douzièmes et treizièmes résolutions de l'Assemblée Générale du 17 juin 2011.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, ne peuvent excéder un montant de 207.198,20 € représentant un montant maximum de la moitié du capital social de la Société, sous réserve des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi que, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital.

La durée de validité de la délégation de compétence a été fixée à 26 mois.

2.1. Notes sur le bilan actif

Frais de recherche & développement = 215 378 Euros

Frais recherche & développement	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Frais recherche & développement	215 378	215 378	0

Actif Immobilisé

Immobilisations brutes = 29 321 521 Euros

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	733 601	778 910	24 610	1 487 901
Immobilisations corporelles	665 089	63 578		728 667
Immobilisations financières	26 963 683	183 518	42 248	27 104 953
TOTAL	28 362 372	1 026 006	66 858	29 321 521

Amortissements et provisions d'actif = 23 710 661 Euros

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	624 384	374 752	24 610	974 527
Immobilisations corporelles	372 814	73 067		445 881
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières	22 250 529	135 329	95 605	22 290 253
TOTAL	23 247 727	583 148	120 215	23 710 661

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Frais de recherche et de développement	215 378	215 378	0	
Marques	20 447	0	20 447	non amortissable
Logiciel	548 319	517 977	30 322	1 à 3 ans
Droits test de produits	35 600	0	35 600	non amortissable
Fonds commercial	116 975	0	116 975	non amortissable
Logiciels & licences	13 030	13 030	0	-
Immo incorp base de donnees shopping district	161 605	78 977	82 628	1 an
Immo incorp base de donnees institut consoweb	87 207	44 011	43 196	1 an
Immo incorp contrat long terme	289 340	118 164	171 176	1 an
Aménagement/ agencement/install. divers	446 023	210 016	236 007	5 à 9 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	236 989	182 670	54 319	2 à 3 ans
Mobilier	45 655	40 165	5 490	5 à 10 ans
TOTAL	2 216 568	1 420 408	796 160	

Etat des créances = 14 586 156 Euros

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	8 553 884		8 553 884
Actif circulant & charges d'avance	6 032 272	6 032 272	
TOTAL	14 586 156	6 032 272	8 553 884

Provisions pour dépréciation = 884 108 Euros

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	812 155	97 826	25 873	884 108
Comptes financiers				
TOTAL	812 155	97 826	25 873	884 108

Produits à recevoir par postes du bilan = 128 011 Euros

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	111 327
Clients et comptes rattachés	3 684
Autres créances	13 000
Disponibilités	
TOTAL	128 011

Charges constatées d'avance = 24 618 Euros

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

2.2. Notes sur le bilan passif**Capital social = 414 396 Euros**

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	4 143 964	0,10	414 396 €
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	4 143 964	0,10	414 396 €

Au 31 décembre 2011, sur les 4 143 964 actions d'un nominal de 0,10 € que composent le capital social, 1 269 059 actions bénéficient d'un droit à vote double et 2 874 905 actions d'un droit à vote simple.

Provisions = 72 123 Euros

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques & charges	174 005	64 623	166 506	72 123	174 005
TOTAL	174 005	64 623	166 506	72 123	174 005

Etat des dettes = 5 265 186 Euros

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	812	812		
Dettes financières diverses	7 432	7 432		
Fournisseurs	3 609 460	3 609 460		
Dettes fiscales & sociales	1 622 554	1 622 554		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	23 428	23 428		
Produits constatés d'avance	1 500	1 500		
TOTAL	5 265 186	5 265 186		

Charges à payer par postes du bilan = 2 075 675 Euros

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	776
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	1 611 920
Dettes fiscales & sociales	462 979
Autres dettes	
TOTAL	2 075 675

Produits constatés d'avance = 1 500 Euros

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

2.3. Notes sur le compte de résultat**Ventilation du chiffre d'affaires**

Rubriques	Exercice 2011	Exercice 2010
Prestations réalisées en France	10 801 640	10 658 344
Prestations réalisées à l'Etranger	289 288	302 149
Total	11 090 928	10 960 493

Charges de personnel

Rubriques	Exercice 2011	Exercice 2010
Salaires	2 811 875	2 730 582
Charges sociales	1 280 337	1 059 485
Total	4 092 212	3 790 067

Achats et charges externes

Nature de charge	Exercice 2011	Exercice 2010
Charges refacturées par les partenaires et fournisseurs (1)	4 175 338	3 619 404
Sous-traitance générale	223 618	177 961
Frais immobiliers	400 839	427 771
Honoraires, prestataires extérieurs	635 980	1 976 740
Impôts et taxes	217 111	174 259
Autres	749 670	114 936
Total	6 402 556	6 491 071

(1) les charges refacturées par les partenaires et fournisseurs correspondent aux sommes versées aux éditeurs et fournisseurs et aux autres fournisseurs nécessaires à la réalisation des opérations de communication.

Dotations amortissements et provisions

Rubriques	Exercice 2011	Exercice 2010
Dotations amortissements	423 208	168 558
Créances Net Dotations Reprises	-71 953	- 701
Litiges Net Dotations Reprises	97 500	- 228 000
Total	448 755	- 60 143

Autres produits - Autres charges

Rubriques	Exercice 2011	Exercice 2010
Autres produits	407 555	281 398
Autres charges	- 450 080	-170 171
Total	-42 525	111 227

Résultat financier

Rubriques	Exercice 2011	Exercice 2010
Plus-values sur Sicav		
Revenus sur prêts et créances	23 750	11 375
Différence de change	6 260	-43 443
Intérêts D.A.T		
Escomptes accordées		
Intérêts sur Earn Out		
Dotation dépréciation titres	-135 329	-8 806 567
Net Prov. / Reprise Ecart Conversion Prêts devises	134 987	149 273
Autres	- 7 309	4 891
Total	22 359	-8 684 470

Résultat exceptionnel

Rubriques	Exercice 2011	Exercice 2010
Dotation dépréciation exceptionnelle actifs financiers	-59 610	-
Autres charges	-10 736	-881.429
Autres produits	15 217	22.084
Reprise provisions exceptionnelles		142.727
Total	-55 129	-716.618

Impôt sur les sociétés

Rubriques	Exercice 2011	Exercice 2010
Impôt sur les sociétés		
Crédit d'impôt recherche	263 200	235 193
Total	263 200	235 193

2.4. Autres informations

Tableau des flux de trésorerie

Catégorie	2011	2010
Résultat net total	685 964	-8 551 766
Elimination des amortissements et provisions	385 661	8 791 719
Elimination de la variation des impôts différés		
Elimination des plus ou moins values de cession	0	1 278
Elimination des changements de méthode passés en résultat		
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		
Marge brute d'autofinancement	1 071 625	241 231
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Incidence de la variation du BFR	533 208	366 081
Flux net généré par (affecté à) l'activité	1 604 833	607 312
Total des investissements	-1 026 005	-937 054
Total des cessions	42 247	71 924
Incidence des variations de périmètre		
Variation nette des placements		
Flux net de trésor. provenant des (affectés aux) invest.	-983 758	-865 130
Dividendes versés		
Augmentations (réductions) de capital		30 000
Subventions d'investissement		
Emissions d'emprunt	776	1 273
Remboursements d'emprunt	-1 273	-42 888
Cession (acq.) d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires		
Flux net de trésor. provenant du (affecté au) fin.	-497	-11 615
Incidence des variations de cours de devises		
Incidence des changements dans les principes retenus		
Variation de trésorerie	620 578	-269 433
Trésorerie d'ouverture	3 179 072	3 448 505
Trésorerie de clôture	3 799 650	3 179 072
Variation de trésorerie (bouclage)	620 578	-269 433
Contrôle	0	0

Opérations de Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (BSPCE)

Suite aux autorisations données par les Assemblées Générales, le Conseil d'Administration a, lors de plusieurs réunions, décidé d'attribuer, à titre gratuit, des BSPCE aux salariés français et des Options de souscription aux salariés du groupe.

La répartition des BSPCE et des Options de souscription émis et souscrits, par type de valeur mobilière et par date d'attribution est la suivante au 31 décembre 2011 :

Date d'attribution	Exercable jusqu'au	Type d'option	Options attribuées	Prix d'exercice	Options exercées	Options devenues caduques (1)	Options à exercer	Effet de dilution sur le capital
30-juin-2005	30-juin-2010	BSPCE	128 800	0.50 €	128 800	0	0	0.00%
12-déc.-2005	12-déc.-2010	BSPCE	52 320	0.50 €	52 320	0	0	0.00%
24-août-2006	24-août-2011	BSPCE	29 800	16.71 €	0	29 800	0	0.00%
9-mars-2007	9-mars-2012	BSPCE	3 100	20.76 €	0	2 200	900	0.02%
9-mars-2007	9-mars-2012	Options de souscription	32 900	20.76 €	0	32 900	0	0.00%
27-avr.-2007	27-avr.-2012	BSPCE	20 000	18.37 €	0	20 000	0	0.00%
15-mai-2007	15-mai-2012	Options de souscription	73 200	18.36 €	0	73 200	0	0.00%
19-sept.-2008	19-sept.-2013	BSPCE	67 500	6.23 €	0	38 000	29 500	0.71%
19-sept.-2008	19-sept.-2013	Options de souscription	72 000	6.23 €	0	71 200	800	0.02%
17-juin-2009	17-juin-2014	BSPCE	19 000	1.82 €	0	19 000	0	0.00%
17-juin-2009	17-juin-2014	Options de souscription	20 000	1.82 €	0	20 000	0	0.00%
17-déc.-2009	17-déc.-2014	Options de souscription	22 000	2.49 €	0	22 000	0	0.00%
Total			540 620		181 120	328 300	31 200	0.75%

(1) Caduques du fait du refus de souscription, du départ du salarié ou du dépassement de la période d'exercice.

Rémunération des dirigeants

Les rémunérations brutes allouées aux membres des organes de direction s'élèvent à 79 296 € pour l'exercice 2011, contre 56 868 € en 2010.

Ventilation de l'effectif de l'entreprise

Catégories de salariés	Salariés au 31/12/2011	Salariés au 31/12/2010
Cadres	33	24
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	19	19
Ouvriers		
Apprentis sous contrat	2	
TOTAL	54	43

Droit individuel à la formation (DIF)

Les droits acquis par les salariés de la société à la date de clôture s'élèvent à un montant total voisin de 2.070 heures.

Engagements de retraite

Compte tenu de sa création récente et de l'âge moyen du personnel, les engagements de retraite de la société ne sont pas significatifs. Les engagements de retraite de Come&Stay actualisés à la date de clôture s'élèvent à 10.000 €.

Crédit bail - Immobilisations et engagements

Néant.

Fiscalité latente

Compte tenu du résultat de la période 1er janvier au 31 décembre 2011, la société bénéficierait d'un report déficitaire de 6.902 k€ à la clôture.

Evénements postérieurs à la clôture

Le certificat de dissolution de Come&Stay Inc. (Etats-Unis) a été émis le 25 janvier 2012. Les titres de la filiale et les écritures comptables afférentes (prêts, créances, dépréciations etc.) ont été conservés dans les comptes sociaux de Come&Stay S.A., cependant, la sortie de périmètre a été anticipée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

Autres engagements financiers hors bilan

La société a consenti la mise en place d'un contrat de garantie de paiement internationale à émettre par la banque HSBC, en qualité de garant, au profit de Jyske Bank, en tant que bénéficiaire, au nom et pour le compte de la Filiale Danoise Come&Stay Facility Services, dans la limite d'un montant maximum de 940.000 €, et avec une date limite au 1er août 2012.

A ce titre, la société a procédé au nantissement de SICAV pour un montant de 900.000 €.

Le 9 juin 2011, la société a émis une lettre de confort, en faveur des filiales danoises Come&Stay DKH A/S et de sa filiale Come&Stay Facility Service A/S, portant sur le soutien en trésorerie à ses filiales en cas de besoin, pour le règlement des factures liées aux opérations courantes.

Informations relatives aux parties liées

Relations avec les filiales consolidées (en millier d'euros)

ACTIF	
Autres créances rattachées à des participations (net)	1.390
Créances clients et comptes rattachés (net)	456
Comptes courants	250
PASSIF	
Dettes fournisseurs	473
PRODUITS	
Produits d'exploitation	64
Produits financiers	24
CHARGES	
Charges d'exploitation	966

2.5. Détail des postes concernés par le chevauchement d'exercices

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 128 011 Euros

	Montant
Produits à recevoir sur immobilisations financières	
Intérêts courus (26780000)	11 746
Intérêts courus s/pret usa (26780010)	96 382
Intérêts courus pologne (26780020)	3 199
TOTAL	111 327
Produits à recevoir sur cts et comptes rattachés	3684
Clients - factures à établir à l'étranger exo tva (41810000)	13 000
TOTAL	26 069

Charges constatées d'avance = 24 618 Euros

	Montant
Charges constatées d'avance (48600000)	24 618
TOTAL	24 618

Charges à payer = 2 075 675 Euros

Emprunts & dettes auprès des étab. de crédit	Montant
Intérêts courus à payer (51860000)	776
TOTAL	776
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs-FNP (40810000)	410 659
Fact. a recevoir locations adresses (40810100)	1 201 261
TOTAL	1 611 920
Dettes fiscales et sociales	Montant
Personnel - charges à payer et produits à recevoir(42800000)	1 200
Provision congés payés(42820000)	125 991
Provision primes exceptionnelles employés / cadres (42860020)	103 950
Provisions charges sociales sur congés payés (43820000)	61 796
Provision ch.soc. primes exceptionnelles employés / cadres (43860020)	51 975
Ch. a payer : formation(43860030)	46 521
Ch. a payer : construction(43860040)	12 562
Ch. a payer : taxe apprentissage(43860050)	18 983
Ch. a payer : contrib.sociale(43860070)	19 197
Etat charges à payer(44860000)	2 500
Etat charges à payer (handicapés)(44860200)	10 902
Etat charges à payer (cvae)(44860300)	7 402
TOTAL	462 979

Produits constatés d'avance = 1 500 Euros

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constatés d'avance (48700000)	1 500
TOTAL	1 500

2.6. Résultats des 5 derniers exercices

Art L.225 et L.225-91 du Code de Commerce

Nature des Indications / Périodes	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I – Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	414 396	414 396	408 396	402 496	400 324
b) Nombre d'actions émises	4 143 964	4 143 964	4 083 960	4 024 960	4 003 240
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II – Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	11 090 928	10 960 493	10 382 664	13 479 692	11 641 408
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 143 577	99 965	466 950	1 901 385	1 532 150
c) Impôt sur les bénéfices					3 750
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	1 143 577	99 965	466 950	1 901 385	1 528 400
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	685 964	-8 551 766	-3 793 699	-8 842 942	1 271 099
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					

2.7. Tableau des filiales et participations

	% détenu	Montant des Capitaux Propres	Valeur des titres brute	Valeur des titres nette	Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires 2011	Résultat exercice 2011	Dividendes encaissés en 2010
Come & Stay Inc. Etats Unis	100	(8.220) k€	628 k€	0 €	7.055 k€	-	0 k€	314 k€	-
Come&Stay DKH Danemark	100	(1.600) k€	17.907 k€	3.300 k€	1.212 k€	940 k€	806 k€	(3) k€	-
Come & Stay S.p. z.o.o. Pologne	100	(38) k€	13 k€	13 k€	126 k€	-	225 K€	(25) k€	-
Come & Stay Spain SL Espagne	100	(439) k€	3 k€	3 k€	302 k€	-	933 k€	(139) k€	-

Taux de change EUR/USD au 31/12/2011 :

1.2939

Taux de change EUR/PLN au 31/12/2011 :

4.4580

Taux de change EUR/DKK au 31/12/2011 :

7.4342

Taux de change moyen EUR/USD au 31/12/2011 :

1.3915

Taux de change moyen EUR/PLN au 31/12/2011 :

4.1326

Taux de change moyen EUR/DKK au 31/12/2011 :

7.4496

Partie V – Rapport de Gestion

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2012

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et aux statuts, en vue notamment (i) d'approuver les comptes sociaux de l'exercice social clos le 31 décembre 2011 de la société Come and Stay (la « Société »), (ii) d'en affecter le résultat (iii) d'approuver les comptes consolidés établis par la Société pour son compte et celui de ses filiales (le « Groupe » ou le « Groupe Come&Stay ») au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il vous sera, par ailleurs, donné lecture des rapports dans lesquels votre Commissaire aux Comptes relate les conditions d'exercice de sa mission et fait état des conclusions auxquelles l'ont amené les divers contrôles et vérifications effectués par ses soins dans le cadre du mandat que vous lui avez confié.

Nous vous précisons que le présent rapport, les rapports sur les comptes annuels et spécial du Commissaire aux Comptes ainsi que le bilan, le compte de résultat et l'annexe des comptes sociaux et de comptes consolidés et, de façon générale, l'ensemble des documents sur lesquels porte le droit de communication des actionnaires, ont été tenus à votre disposition dans les conditions de forme et de délais prévues par la réglementation en vigueur. Nous vous précisons également que la Société a établi des comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2011 de manière volontaire.

Enfin, nous vous précisons qu'aucune modification n'a été apportée au mode de présentation des comptes annuels ou aux méthodes d'évaluation suivies les années précédentes.

I. Situation et activités du Groupe au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2011 – Événements importants survenus en 2011 – Résultats de ces activités – Progrès réalisés et difficultés rencontrées

1. Activités du Groupe et événements importants survenus en 2011

• Activités de la Société

Le chiffre d'affaires de la société est constitué de la commercialisation d'opérations de publicité et de marketing online, principalement à la performance. Il est constitué de la commercialisation de deux offres : les solutions à la performance d'une part et le centre de ressource e-mail d'autre part.

Les solutions à la performance ou offres métiers répondent à des problématiques sectorielles ou commerciales identifiées, comme par exemple la génération de leads en concession automobile ou la collecte de prospects pour un site de e-commerce. Elles représentent 66% de l'activité pour l'exercice 2011. Elles comportent souvent trois composantes : des sources de données cohérentes (externes ou internes à l'annonceur), un développement logiciel dédié au produit et un développement de contenu (création graphique, jeu concours ...). Elles sont commercialisées à l'action attendue (tarif par commande, par adresse collectée ...).

Le centre de ressource e-mail correspond à la commercialisation des briques de base nécessaires à la mise en place de campagnes de publicité par e-mail par les annonceurs ou les agences telles que : routage d'e-mails, création graphique et locations d'adresses e-mail. Elles représentent 34% de l'activité pour l'exercice 2011.

Dans les deux cas, la constatation du chiffre d'affaires est effective en fin de mois, sur la base de l'envoi des messages ou de la réalisation de la prestation.

• Activités du Groupe

Les activités des filiales du Groupe sont les mêmes que celles de la Société. La présence internationale du Groupe lui permet de proposer et d'organiser des campagnes internationales avec des équipes locales dédiées, générant ainsi du chiffre d'affaires dans chacun des pays. Ceci répond aux tendances de centralisation des directions Marketing et Communication au sein des groupes internationaux, qui souhaitent déployer des campagnes publicitaires à travers plusieurs pays et permet à la Société de se différencier de la plupart des autres acteurs du marché. Les outils et développement techniques sont également déployés dans les différentes filiales.

- **Evénements importants survenus en 2011**

Acquisition du fonds de commerce de « Social Mix Media »

En août 2011, Come&Stay a fait un pas stratégique dans l'univers des réseaux sociaux avec l'acquisition du fonds de commerce de Social Mix Media, spécialisée dans le social marketing.

Come&Stay renforce ainsi son pôle Social Media. Une décision qui fait suite à la volonté du groupe de devenir le partenaire privilégié des annonceurs et agences en matière de Digital Relationship Management : acquisition de profils consommateurs sur l'ensemble des canaux disponibles et intégration de la fonction sociale du net dans la relation entre une marque et ses consommateurs. Social Mix Media s'appuie sur Social Mix Data, un outil développé en interne pour suivre et mesurer le ROI des investissements dans les médias sociaux jusqu'à l'achat en ligne.

Cette activité est bien complémentaire du cœur de métier de Come&Stay et permet de répondre à la demande croissante de la plupart des clients historiques de l'agence sur ce créneau.

Accord d'un prêt à l'entité espagnole Come&Stay Spain SL

Le 6 juillet 2011, le Conseil d'Administration a décidé la mise en place d'un nouveau contrat de prêt, par Come&Stay SA en faveur de Come&Stay Spain SL, pour un montant de 112.000 euros, portant ainsi le montant des prêts accordés à cette filiale à 302.000 euros.

Nomination de 4 nouveaux administrateurs

Au terme des première, deuxième, troisième et quatrième résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 21 novembre 2011, messieurs Jean-Daniel Camus, Pascal Chevalier, Vincent Fahmy et Marc Désenfant ont été nommés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de 6 ans.

2. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et des sociétés du Groupe

- **Résultats des sociétés du Groupe (comptes consolidés)**

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2011, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 11.892.357 Euros contre un chiffre d'affaires de 11.324.658 Euros au titre de l'exercice précédent, soit une progression de 5%.

L'exercice 2011 a notamment été marqué par le renforcement du Groupe sur le secteur de l'automobile, et par l'élargissement de l'offre au marketing social et au ciblage par email.

Dans un contexte relativement stable (source SRI), Come&Stay a pris des parts de marché. Au-delà du marché de l'email marketing, Come&Stay a notamment profité de son positionnement à forte valeur ajoutée, renforcé par un effort en matière d'innovation.

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 787.605 Euros contre 844.858 Euros au titre de l'exercice précédent. La baisse du résultat d'exploitation s'explique en partie par la volonté du Groupe de constituer ses propres bases de données, immobilisées et amorties en conséquence.

Le résultat net part du Groupe ressort à 1.167.638 Euros. Il intègre un résultat financier de (92.039) Euros principalement généré par la charge d'intérêts sur prêt au Danemark. Il est également composé par un résultat exceptionnel de (55.129) Euros principalement lié à la comptabilisation de provisions pour risques.

Le poste « Impôt sur les résultats » présente un impact positif de 1.587.648 Euros qui est principalement constitué par la comptabilisation d'un impôt différé actif du fait de la perte sur la créance que nous détenons sur la filiale américaine qui a été déconsolidée. A titre de prudence, l'impôt différé actif retenu a été minoré du montant de l'impôt différé actif de la filiale Danoise. Par ailleurs, l'impôt différé actif de la France a été minoré mécaniquement du fait du résultat fiscal 2011.

L'amortissement du goodwill (ou écart d'acquisition) de la filiale danoise s'élève à (476.300) Euros.

Enfin, le résultat des activités abandonnées est une perte de (584.147) Euros qui correspond principalement aux effets de la déconsolidation de l'entité américaine qui se sont traduits par le passage en perte définitive de la réserve de conversion des capitaux propres.

Le Groupe a su préserver une situation financière saine tout en améliorant de façon substantielle sa position de trésorerie. Ainsi, la position nette de trésorerie à l'ouverture (après déduction des concours bancaires courants) s'établissait à 2.971.419 Euros lorsque la position à la clôture s'établissait à 3.455.897 Euros.

La Groupe a une trésorerie positive :

Dette financière nette (y compris dettes financières diverses) : (2.476.568) Euros soit une trésorerie plus importante que les dettes financières

Capitaux Propres (part du Groupe) : 7.618.080 Euros

- **Résultats de la Société (comptes sociaux)**

En 2011, le chiffre d'affaires de la Société s'est élevé à 11.090.928 Euros en progression par rapport aux 10.960.493 Euros de l'année précédente. La progression du chiffre d'affaires est de 5,9% entre 2010 et 2011, après retraitement des activités annexes (refacturations intragroupes et sous-locations de surfaces de bureaux) ne concernant pas directement l'activité : soit un chiffre d'affaires (résultant des seules prestations de services sur opérations publicitaires) de 10.931.181 Euros en 2011 contre 10.317.361 Euros en 2010.

Cette progression s'explique par le fait que Come&Stay a su prendre des parts de marché et profiter de son positionnement à forte valeur ajoutée, renforcé par un effort en matière d'innovation. Le secteur automobile a largement contribué à cette progression.

Le résultat d'exploitation pour l'exercice 2011 ressort à 718.735 Euros contre 849.323 Euros pour l'exercice précédent. Cette évolution est notamment expliquée à l'augmentation des redevances dues au sous-groupe Nordic, celles-ci ayant été revues à la hausse à compter de septembre 2011.

L'exercice clos le 31 décembre 2011 fait ressortir un résultat net comptable positif de 685.964 Euros contre une perte de (8.551.766) Euros en 2010. Pour rappel, la perte de l'année 2010 s'expliquait principalement par une dépréciation enregistrée sur les titres de participation de la filiale Danoise.

La Société a su, à l'image du Groupe, préserver une situation financière saine tout en préservant sa situation de trésorerie. Ainsi, la position nette de trésorerie à l'ouverture (après déduction des concours bancaires courants) s'établissait à 3.177.800 Euros lorsque la position nette de trésorerie à la clôture s'établit à 3.798.874 Euros.

La situation d'endettement de la Société est nulle.

3. **Difficultés rencontrées**

Il n'y a pas eu de difficulté rencontrée au cours de l'exercice.

II. **Tableau des Filiales et participations**

	% détenu	Montant des Capitaux Propres	Valeur des titres brute	Valeur des titres nette	Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires 2011	Résultat exercice 2011	Dividendes encaissés en 2010
Come & Stay Inc. Etats Unis	100	(8.220) k€	628 k€	0 €	7.055 k€	-	0 k€	314 k€	-
Come&Stay DKH Danemark	100	(1.600) k€	17.907 k€	3.300 k€	1.212 k€	940 k€	806 k€	(3) k€	-
Come & Stay S.p. z.o.o. Pologne	100	(38) k€	13 k€	13 k€	126 k€	-	225 K€	(25) k€	-
Come & Stay Spain SL Espagne	100	(439) k€	3 k€	3 k€	302 k€	-	933 k€	(139) k€	-

Taux de change EUR/USD au 31/12/2011 :

1.2939

Taux de change moyen EUR/USD au 31/12/2011 :

1.3915

Taux de change EUR/PLN au 31/12/2011 :

4.4580

Taux de change moyen EUR/PLN au 31/12/2011 :

4.1326

Taux de change EUR/DKK au 31/12/2011 :

7.4342

Taux de change moyen EUR/DKK au 31/12/2011 :

7.4496

III. **Développement, évolution prévisible et perspectives d'avenir**

L'innovation produits, pilier du développement

Dès 2010, Come&Stay a mis en place une offre de media social (principalement concentrée sur la génération de contacts) et a permis aux annonceurs de bénéficier des opportunités de convergence de l'email avec les médias sociaux. Fort de l'intérêt suscité par cette offre, la Société a racheté en juillet 2011 le fonds de commerce de Social Mix Media, agence réunissant des experts en marketing des réseaux sociaux, ce qui lui a permis de renforcer son savoir-faire en la matière (achats media, animation des pages Facebook, ...) et de conquérir de nouveaux clients.

Dans un contexte de marché croissant et étant donné la diversité des médias sociaux, la Société compte élargir son offre pour permettre aux annonceurs d'exploiter au mieux ces nouveaux relais de communication.

2011 a également vu le développement d'une innovation majeure – le reciblage par email (ou email retargeting). Il s'agit d'identifier (via cookies) les internautes ayant visité un site Internet et de faire le rapprochement entre ces visiteurs et la base de données dudit site. Ce dispositif unique permet aux annonceurs de rentabiliser les investissements en acquisition de trafic pour leurs sites Internet. L'email retargeting a su séduire les annonceurs de Come&Stay et a permis la signature de contrats avec d'importants e-commerçants, connus pour leur maturité en matière d'e-marketing.

Internet, un relais de croissance pour le secteur automobile

La suppression de la prime à la casse au 1er janvier 2011 a obligé les constructeurs automobiles de se tourner vers d'autres leviers de vente. Ainsi, l'ensemble des acteurs du secteur a pris conscience du potentiel d'Internet en matière de ventes et a fait preuve de dynamisme sur ce media.

D'un point de vue du consommateur, Internet devient une étape importante dans le cycle de décision de l'acheteur automobile. Ainsi, la majorité des intentionnistes décident de leur achat sur Internet et ne vont en concession que pour l'essai du véhicule. En 2011, 42% des consommateurs se disent même prêts à acheter directement sur Internet (selon l'étude « Cars online 2011-2012 » de Capgemini).

Acteur historique (avec la mise en place dès 2002 d'un programme en flux, basé sur les intentionnistes d'achat automobile - CarDirect®) et partenaire privilégié des marques automobiles sur le territoire français (la Société travaille avec 19 des 25 marques les plus importantes), Come&Stay a su, en 2011, fidéliser ses clients et gagner de nouveaux annonceurs grâce notamment à son portefeuille de produits innovants.

Tenant compte de l'évolution de son activité, Come&Stay confirme en 2011 le retour à la profitabilité et entrevoit de belles perspectives pour 2012. Ainsi, les 3 objectifs majeurs fixés pour le futur sont :

- d'une part le renforcement du volume des contrats long termes pour tendre vers l'objectif global de 50% de chiffre d'affaires à l'horizon 2013 ;
- d'autre part l'accroissement du volume des bases de données détenues en propre ainsi que la création de sites internet tournés vers le consommateur ;
- enfin la mise en place de l'organisation optimum qui permettra la réalisation des deux objectifs ci-dessus énoncés.

IV. Résultats et Affectation

La Société enregistre pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 un bénéfice net comptable de 685.964 Euros.

Nous vous proposons d'affecter le montant de ce résultat net bénéficiaire à hauteur de [1.232,60 Euros] au poste « Réserve légale », pour le porter ainsi à un montant égal à 10% du capital social, et le solde du résultat, soit 684.731,40 Euros au poste « Report à nouveau », qui passerait ainsi d'un solde nul à un solde de 684.731,40 Euros.

V. Distribution de dividendes

Conformément à la loi, nous vous indiquons qu'il n'y a eu aucun dividende mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

VI. Dépenses et charges visées à l'article 39- alinéa 4 du Code Général des Impôts

Conformément à l'Article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous demandons de prendre acte qu'au cours de cet exercice il n'a pas été engagé de dépenses et charges non déductibles fiscalement telles que visées à l'article 39 alinéa 4 du Code Général des Impôts.

Cependant, à la suite d'une procédure de vérification de comptabilité (ou contrôle fiscal), la Société s'est vu notifier une proposition de rectification concernant l'exercice 2008 (rappel de droits, intérêts de retard et amende) et a provisionné un risque pour les exercices 2009 et 2010, le montant total (proposition de rectification + provision) s'élève à 50.400 Euros au 31 décembre 2011. L'article 39-2 du CGI, modifié par la loi 2007-1822 du 24/12/2007 prévoit que sont exclues des charges déductibles, les sanctions pécuniaires et les pénalités de toute nature mises à la charge des contrevenants. Le montant a donc été réintégré fiscalement.

VII. Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le présent rapport est établi

Le processus de liquidation de la filiale américaine Come&Stay Inc s'est achevé avec la réception en janvier 2012 du certificat de dissolution de la part de l'état du Delaware. Les titres de la filiale et les écritures comptables afférentes (prêts, créances, dépréciations etc.) ont été conservés dans les comptes sociaux de Come&Stay S.A., cependant, la sortie de périmètre a été anticipée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

VIII. Activités en matière de recherche et de développement

La Société a continué ses activités de recherche et développement pour améliorer les performances techniques des logiciels développés en interne pour la gestion et l'optimisation des campagnes de publicité et de marketing.

Une demande de Crédit Impôt Recherche a été déposée auprès des services fiscaux et auprès du ministère de la recherche au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011. Le montant estimé du crédit d'impôt a été enregistré dans les comptes de la Société à hauteur de 263.200 Euros. Les charges liées au dépôt de la demande ont également été provisionnées dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

IX. Description des principaux risques auxquels la Société est confrontée ainsi que de l'utilisation des instruments financiers à terme par la Société

Les principaux risques auxquels la Société est confrontée sont les suivants :

- Risques liés à l'environnement concurrentiel : ils concernent le risque de voir apparaître de nouveaux concurrents ou de voir se renforcer des concurrents sur des produits pertinents qui viendraient concurrencer ceux de Come&Stay et donc diminuer les parts de marché de la Société. Toutefois, la Société est très confiante dans la qualité de son offre (offre sectorielle, packagée, compétitive), de sa technologie et de son équipe pour rester compétitive. Les risques liés aux fournisseurs et aux clients sont principalement les risques de perte de fournisseurs et perte de clients (ou non-paiement de clients) ainsi que les risques liés à la dépendance. Aujourd'hui, la Société a limité au maximum les risques en mettant en place des partenariats financiers d'exclusivité avec ses fournisseurs stratégiques et en diversifiant ses partenaires. Les risques de non paiement clients sont relativement faibles car la clientèle de la Société est essentiellement constituée de grands et de très grands comptes et la Société a mis en place des moyens pour se prémunir contre les risques clients, notamment en demandant des prépaiements ou des autorisations de prélèvement.
- Les risques liés à l'internet et à l'envoi de messages via mobile ou email. Les technologies évoluent et seront amenées à le faire encore, cependant la Société a su réagir et suivre le changement pour permettre aux campagnes de ses clients d'aboutir.
- Les risques juridiques sont des modifications des principales lois régissant les lois relatives au traitement des données à caractère personnel. L'Europe dispose d'un cadre juridique commun basé (i) sur la directive européenne du 24 octobre 1995 établissant les nouvelles bases d'un droit spécifique à Internet et (ii) sur les lois régissant le traitement les données personnelles. Le cadre juridique européen clair apporte à l'activité de Come&Stay une légitimité accrue.
- Les risques financiers sont apparus lors de l'internationalisation de Come&Stay et restent présents en 2011, de manière moins prononcée que par le passé, notamment en ce qui concerne les risques de change. La Société est présente dans certains pays situés en dehors de la zone Euro, comme la Pologne et le Danemark. Il existe ainsi un risque de change au niveau de l'exploitation, comme dans tous les groupes internationaux.

X. Mesures relatives aux Administrateurs

Nous vous demandons de bien vouloir donner aux Administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice social clos le 31 décembre 2011.

Aucun jeton de présence n'a été alloué au titre de l'exercice 2011.

Par ailleurs, nous vous rappelons qu'en vertu de l'article 15 des statuts de la Société, « les administrateurs nommés en cours de vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office ».

Messieurs Vincent Fahmy et Jean-Daniel Camus, nommés en qualité d'administrateurs lors de l'Assemblée Générale du 21 novembre 2011, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, n'ont pas régularisé leur situation et procédé à l'achat d'au moins une action dans les trois mois de leur nomination, ils sont donc réputés démissionnaires depuis le 21 février 2012.

Aussi, nous vous demandons de confirmer Messieurs Vincent Fahmy et Jean-Daniel Camus dans leurs fonctions et de procéder à nouveau à leur nomination en qualité d'administrateurs de la Société.

XI. Rapports du Commissaire aux Comptes – Conventions règlementées

Notre Commissaire aux Comptes vous présentera ses rapports sur les comptes et le bilan ainsi que sur l'ensemble des opérations de l'exercice et plus précisément sur celles visées aux Articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, que nous soumettons à votre approbation.

Nous vous proposons de bien vouloir approuver, conformément à l'article L. 225-41 du Code de Commerce, les conventions réglementées conclues au cours de l'exercice telles que listées dans le rapport des Commissaires aux Comptes susvisé.

XII. Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège en France ou prises du contrôle de telles sociétés

Au 31 décembre 2011, la Société n'a aucune participation significative dans des sociétés ayant leur siège en France et n'assure pas le contrôle de telles sociétés.

XIII. Mandataires sociaux

La Société est dirigée par un conseil d'administration et des mandataires sociaux dont l'identité est indiquée ci-après, avec mention des mandats ou fonctions exercées dans la Société ou d'autres sociétés durant l'exercice écoulé :

NOM ET PRENOM OU DENOMINATION SOCIALE DES MEMBRES	DATE DE PREMIERE NOMINATION	DUREE ET DATE D'ECHÉANCE DU MANDAT	FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE DANS LA SOCIÉTÉ	FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES DANS TOUTE SOCIÉTÉ	FONCTIONS DE SALAIRES EXERCÉES EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ
Carole WALTER	09/02/2000 (statuts constitutifs)	6 ans AGOA statuant sur les comptes clos le 31/12/2014	Président du Conseil d'Administration et Directeur Général	Administrateur	Come & Stay Inc.	-
				Président du directoire	Come & Stay Sp. Z o.o	
				Administrateur Unique	Come&Stay Spain SL	
				Administrateur et Directeur Général	Come&Stay DKH A/S	
				Administrateur et Directeur Général	Come&Stay facility services A/S	
				Président du C.d'Administration et Directeur Général	Come&Stay Oy	
				Administrateur et Directeur Général	Come&Stay Ltd.	
Directeur Général	Come&Stay GmbH.					
Marlène LOMBARD	21/01/2005	6 ans AGOA statuant sur les comptes clos le 31/12/2014	Administrateur	Gérante	SCI 16 av. de la Plaine	-
Pascal CHEVALIER	21/11/2011	6 ans AGOA statuant sur les comptes clos le 31/12/2016	Administrateur	Administrateur	Netbooster SA	-
				Président	de CPI SA (holding d'investissement)	
				Administrateur	Mobile Network Group	
				Administrateur	Lead Media Group	
				Administrateur	Web Media Group	
Gérant	CTB Immobilier					
Thibaut POUTREL	13/12/2001	6 ans AGOA statuant sur les comptes clos le 31/12/2012	Administrateur	Administrateur	Ingenico SA	-
				Gérant	Diamond Minds Investment SARL	
				Gérant	Access Consulting SARL	
				Membre Conseil de Surveillance	Cryptolog	
				Président	Beaubourg Capital SAS	
Marc DESENFANT	21/11/2011	6 ans AGOA statuant sur les comptes clos le 31/12/2016	Administrateur et directeur général délégué	Président	Come&Stay DKH A/S	-
				Président	Come&Stay facility services A/S	
Jean-Daniel CAMUS	21/11/2011	6 ans AGOA statuant sur les comptes clos le 31/12/2016	Administrateur	Président	DLB SAS	-
				Administrateur	ICG Plc	
				Président du conseil de surveillance	TCR Capital	
				Membre du conseil de surveillance	Oxxo SA	
				Membre du conseil de surveillance	Sotep SAS	
Administrateur	CrossKnowledge Ltd					
Vincent FAHMY	21/11/2011	6 ans AGOA statuant sur les comptes clos le 31/12/2016	Administrateur	Gérant	SC Camilor 1	-
				Gérant	H2F	
				Président	Atlinks Group SAS	
				Administrateur	Farinia SA	

XIV. Contrôle externe

Exercice couvert : 2011

	Come&Stay SA				Come&Stay DKH A/S			
	Groupe Y				Deloitte			
	HT 2011	HT 2010	% 2011	% 2010	HT 2011	HT 2010	% 2011	% 2010
AUDIT Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	75 826 €	90 000 €	100.00%	100.00%	20 650 €	35 019 €	88.49%	100.00%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	-	-	-	-	2 014 €	-	8.89%	-
Sous-total	75 826 €	90 000 €	100.00%	100.00%	22 664 €	35 019 €	97.12%	100.00%
AUTRE Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement			-	-	671 €		2.88%	-
Sous-total					-	-	-	-
Total	75 826 €	90 000 €	100.00%	100.00%	23 335 €	35 019 €	97.12%	100.00%

Taux de change moyen EUR/DKK 2011 :

7.4496

Le mandat du commissaire aux comptes titulaire (Groupe Y) expirant à l'issue de la présente assemblée devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, nous vous proposons de le renouveler pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

De même, le mandat du commissaire aux comptes suppléant (Monsieur Christophe MALECOT) expire à l'issue de la présente assemblée devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011. Toutefois, Monsieur MALECOT, commissaire aux comptes suppléant, ne peut le rester du fait de sa nomination en tant que Directeur Général du Groupe Y Audit, nous vous proposons donc de nommer Monsieur Amaud MOYON en tant que commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

XV. Capital social

Au 31 décembre 2011 et à la connaissance de la Société, le capital social de la Société est détenu comme suit :

Nombre de titres en circulation au 31 décembre 2011 : 4.143.964

Nombre de titres

Plus de 25%

Néant

Plus de 20%

Néant

Plus de 15%

Néant

Plus de 10%

DLB Investissement : 471.792 titres soit 11,39% du capital

Plus de 5%

Carole Walter : 338.811 titres soit 8,18% du capital

Nombre de droits de vote

Plus de 25%

Néant

Plus de 20%

Néant

Plus de 15%

DLB Investissement : 943.584 droits de vote soit 17,43% des droits

Plus de 10%

Carole Walter: 677.622 droits de vote soit 12,52% des droits

Plus de 5%

Bremhill Services Ltd : 341.370 droits de vote soit 6,31% des droits

A la connaissance de la Société, aucun actionnaire ne détient plus de 25% des actions ou des droits de vote de la Société au 31 décembre 2011.

XVI. Situation boursière au 31 décembre 2011

Nombre de titre en circulation : 4.143.964

Volume total d'échange de titres sur l'année: 1.900.241 titres

Volume moyen journalier d'échange de titres : 8.190 titres

Cours le plus haut sur la période : 2,80 € (le 16 septembre 2011)

Cours le plus bas sur la période : 1,21 € (le 23 novembre 2011)

XVII. Actionariat salarié

Au 31 décembre 2011, un seul salarié était inscrit au nominatif pur et détenait une participation au capital social connue de l'entreprise. Ce salarié détient 68.084 actions soit 1,64 % du capital.

Au cours de l'exercice 2011, la Société n'a pas mis en œuvre les plans de BSPCE (bons de parts de créateurs d'entreprise) et d'options de souscription et/ou d'achat en faveur des salariés de la Société et des sociétés liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, tels que ces plans ont été autorisés par l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2011.

Au présent rapport est joint le rapport spécial sur les attributions d'options de souscription et d'achat d'actions conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce et sur les attributions d'actions gratuites conformément à l'article L. 225-197-4 du Code de Commerce.

Conformément à l'article L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce, les actions détenues par le personnel de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-1820 du Code de commerce représentant moins de 3% du capital social de la Société, il sera également proposé, lors de l'assemblée générale du 28 juin 2012, aux actionnaires de se prononcer, à titre extraordinaires sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés, laquelle opération fera l'objet d'un rapport complémentaire indépendant.

XVIII. Opérations réalisées par les dirigeants

Personne	Mandat	Type d'opération	Date	Prix unitaire	Nombre de titres
Marc Désenfant	Directeur Général Délégué	cession	6 janvier 2011	2.08 €	5 000
Marc Désenfant	Directeur Général Délégué	cession	7 février 2011	2.25 €	500
Marc Désenfant	Directeur Général Délégué	cession	10 février 2011	2.25 €	4 500
Carole Walter	Président Directeur Général	cession	7 juillet 2011	2.00 €	54 000
Carole Walter	Président Directeur Général	cession	7 juillet 2011	2.00 €	54 000
Carole Walter	Président Directeur Général	cession	7 juillet 2011	2.00 €	54 000
Carole Walter	Président Directeur Général	cession	7 juillet 2011	2.00 €	54 000
Thibault Poutrel	Administrateur	cession	18 juillet 2011	2.02 €	4 996
Carole Walter	Président Directeur Général	cession	28 juillet 2011	2.00 €	35 370
Carole Walter	Président Directeur Général	cession	28 juillet 2011	2.00 €	54 000
Thibault Poutrel	Administrateur	cession	4 août 2011	2.12 €	100 000
Alderville Holding, personne morale liée à Thibault Poutrel	Administrateur	Acquisition	4 août 2011	2.12 €	100 000

XIX. Information relative à l'échéance des dettes fournisseurs

La Société applique des règles de gestion et de paiement différentes selon la catégorie de ses fournisseurs.

Ainsi, les fournisseurs de frais généraux sont réglés à date d'échéance de la facture. Les fournisseurs de bases de données incluses dans les programmes mutualisés de la Société (ou partenaires) sont réglés à 60 jours date de facture. Enfin, le paiement des factures relatives aux autres fournisseurs de bases de données est subordonné à la réception du paiement client, comme il est d'usage dans le secteur d'activité. En effet, les délais de règlement du secteur de la communication sont importants et la Société est contrainte de s'y conformer. Au 31 décembre 2011, 55 % des dettes fournisseurs concernent des factures dont l'antériorité de l'échéance est inférieure ou égale à 60 jours (55% au 31 décembre 2010 et 49% au 31 décembre 2009).

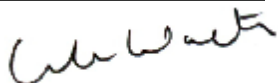
XX. Rachat d'actions conformément aux dispositions des Articles L. 225-206 II, L. 225-208 et L.225-209-1 du Code de commerce

Aucun rachat d'actions n'a été effectué par la Société au cours de l'exercice 2011.

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les rapports présentés par notre Commissaire aux Comptes ainsi que les résolutions qui vous seront proposées au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Paris, le 26 mars 2012

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Carole Walter', written in a cursive style.

Carole Walter, Président Directeur Général

Annexe 1

Résultats Come&Stay SA sur les 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I – Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	414 396	414 396	408 396	402 496	400 324
b) Nombre d'actions émises	4 143 964	4 143 964	4 083 964	4 024 964	4 003 244
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II – Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	11 090 928	10 960 493	10 382 664	13 479 692	11 641 408
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 143 577	99 965	466 950	1 901 385	1 532 150
c) Impôt sur les bénéfices					3 750
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	1 143 577	99 965	466 950	1 901 385	1 528 400
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	685 964	-8 551 766	-3 793 699	-8 842 942	1 271 099
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					

Annexe 2

Come&Stay SA - Tableau des délégations de l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration au 31 décembre 2011

Délégation de compétence et/ou de pouvoir octroyée par l'Assemblée Générale des Actionnaires				Mise en œuvre par le Conseil d'administration	
Date	Objet	Plafond	Durée de validité	Date	Montant
AGM du 17 juin 2011 (neuvième résolution)	Autorisation conférée au Conseil d'Administration afin de procéder à l'émission, dans les conditions prévues aux articles L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce de bons de souscription d'actions, revêtant les caractéristiques des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE ») telles que prévues à l'article 163 bis G du Code général des impôts	La somme de (i) la totalité des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise émis en vertu de la quinzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte en date du 20 mars 2006 et de la troisième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2005, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 19.900 actions de la Société, (ii) la totalité des BSPCE émis en vertu de la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1er mars 2007, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 900 actions de la Société, (iii) la totalité des BSPCE émis en vertu de la douzième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2008, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 31.500 actions de la Société, (iv) la totalité des options de souscription émis en vertu de la treizième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2008, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 20.800, (v) la totalité des BSPCE émis en vertu de la onzième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 juin 2009 représentant à ce jour un maximum de 14.000 actions de la Société, (vi) des BSPCE pouvant être consentis, le cas échéant, en vertu de la présente résolution, (vii) des Options de Souscriptions pouvant être consenties, le cas échéant, en vertu de la dixième résolution de l'AGM du 17 juin 2011 et (viii) la totalité des actions qui seraient attribuées gratuitement en application de la onzième résolution de l'AGM du 17 juin 2011, ne pourra représenter un nombre total d'actions supérieur à 11,1% du capital social, au jour de la décision du Conseil d'Administration d'émettre des BSPCE.	Dix huit (18) mois		Aucune utilisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
AGM du 17 juin 2011 (dixième résolution)	Autorisation conférée au Conseil d'Administration afin de consentir, à tout moment, en une ou plusieurs fois, aux personnes qu'il déterminera parmi les salariés de la Société et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce ainsi qu'aux mandataires sociaux dans les conditions légales et réglementaires applicables, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de son capital (ci-après, les « Options de Souscription ») et/ou des options donnant droit à l'achat d'actions existantes de la Société provenant d'achats effectués par elle	La somme de (i) la totalité des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise émis en vertu de la quinzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte en date du 20 mars 2006 et de la troisième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2005, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 19.900 actions de la Société, (ii) la totalité des BSPCE émis en vertu de la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1er mars 2007, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 900 actions de la Société, (iii) la totalité des BSPCE émis en vertu de la douzième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2008, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 31.500 actions de la Société, (iv) la totalité des options de souscription émis en vertu de la treizième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2008, non encore exercés, représentant à ce jour un maximum de 20.800, (v) la totalité des BSPCE émis en vertu de la onzième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 juin 2009 représentant à ce jour un maximum de 14.000 actions de la Société, (vi) des BSPCE pouvant être consentis, le cas échéant, en vertu de la neuvième résolution de l'AGM du 17 juin 2011, (vii) des Options de Souscriptions pouvant être consenties, le cas échéant, en vertu de la présente résolution et (viii) la totalité des actions qui seraient attribuées gratuitement en application de la	Dix huit (18) mois		Aucune utilisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Délégation de compétence et/ou de pouvoir octroyée par l'Assemblée Générale des Actionnaires				Mise en œuvre par le Conseil d'administration	
Date	Objet	Plafond	Durée de validité	Date	Montant
	conformément aux dispositions légales (ci-après, les « Options d'Achat », et avec les Options de Souscription, les « Options »)	onzième résolution de l'AGM du 17 juin 2011, ne pourra représenter un nombre total d'actions supérieur à 11,1% du capital social, au jour de la décision du Conseil d'Administration d'émettre des Options.			
AGM du 17 juin 2011 (onzième résolution)	Autorisation conférée au Conseil d'Administration afin de procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la Société ou des sociétés liées dans les conditions précisées à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux définis par la loi, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société (ci-après, les « Actions Gratuites »)	25.000 actions. Le nombre total des Actions attribuées Gratuites ne peut excéder 10% du capital social de la Société à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'Administration et le nombre total d'Actions Gratuites attribuées s'imputera sur le plafond global de 11,1% du capital social prévu aux neuvième et dixième résolutions de l'AGM du 17 juin 2011.	Trente huit (38) mois	Aucune utilisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.	
AGM du 21 novembre 2011 (cinquième résolution)	Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de décider une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société, à l'exception des actions de préférence	Montant nominal des augmentations de capital : 207.198,20 € et plafond global prévu à la cinquième résolution de l'AGM du 21 novembre 2011. Montant nominal des titres de créance : 207.198,20 €	Vingt six (26) mois	Aucune utilisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.	
AGM du 21 novembre 2011 (sixième résolution)	Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de décider une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société, à l'exception des actions de préférence	Plafond global : 207.198,20 € (en nominal). Montant nominal des titres de créance : 207.198,20 €	Vingt six (26) mois	Aucune utilisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.	
AGM du 21 novembre 2011 (septième résolution)	Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'émission de BSA avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes	Nombre maximum de BSA pouvant être émis : 414.396 Nombre maximum de bénéficiaires : 20 « Personnes physiques ou personnes morales de droit français ou étranger (i) fournissant des prestations de conseils auprès d'une ou plusieurs sociétés du Groupe Come and Stay à la date du Conseil d'Administration usant de la présente délégation, (ii) agissant pour compte propre et (iii) acceptant de	Dix huit (18) mois	Aucune utilisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.	

Délégation de compétence et/ou de pouvoir octroyée par l'Assemblée Générale des Actionnaires				Mise en œuvre par le Conseil d'administration	
Date	Objet	Plafond	Durée de validité	Date	Montant
		<p>s'associer au développement et à la stratégie du Groupe Come and Stay au moyen d'un investissement financier réel et immédiat ; en ce compris, le cas échéant, tout administrateur faisant partie de cette catégorie »</p> <p>Montant maximum nominal des augmentations de capital à terme : 41.439,64 €</p>			

Partie VI - Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société COME AND STAY, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Nous nous sommes assurés que la situation des filiales américaine et danoise, telle qu'elle est exposée dans les notes 4.2.1 et 6.10 de l'annexe des comptes consolidés était correctement traduite dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011.
- Nous nous sommes assurés que des tests de dépréciation ont été réalisés afin de traduire la correcte évaluation des actifs incorporels sur les principales filiales incluses dans le périmètre de consolidation. Nous nous sommes notamment assurés du caractère raisonnable des hypothèses sous tendant l'établissement des provisionnels utilisés pour les tests de dépréciation.
- Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour justifier le traitement comptable des déficits fiscaux, tel que cela est mentionné dans la note 6.9.3 de l'annexe relative aux impôts différés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Niort, le 28 mars 2012

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

GROUPEY Audit



Michel AIME

Partie VII - Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société COME AND STAY, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 1 de l'annexe concernant la constitution des bases de données.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note figurant à la page 12 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des immobilisations financières. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites et des informations s'y rapportant, données dans les notes de l'annexe. Nous nous sommes également assurés du caractère raisonnable des hypothèses sous tendant l'établissement des provisionnels utilisés pour les tests de dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Niort, le 28 mars 2012

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

GROUPEY Audit



Michel AIME